

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 27 Avril 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°113 ■

GROUPES INDUSTRIELS PUBLICS

Une nouvelle feuille de route tracée

Les responsables des groupes industriels publics ont désormais une nouvelle feuille de route. Des orientations ont été données, afin de booster la production des ces entreprises, par le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, lors d'une réunion tenue avant-hier mardi au siège du ministère.

P 3



Chronique Eco

Le capital humain en Algérie, parlons-en

P 16

D'une valeur de plus de 36,62 millions de DA

Saisie de 71 tonnes de marchandises en trois mois

Les équipes conjointes de contrôle entre les services du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations et les autres secteurs ont saisi 71,54 tonnes de marchandises au cours du premier trimestre 2023.

P4

Hausse du taux d'emploi de 60% au premier trimestre 2023

Le digital en tête du podium

Selon le site « Emploitic » pour l'emploi sur Internet, le taux d'emploi en Algérie a augmenté de 60% au cours du premier trimestre de l'année en cours.

P 5

Le DG de la PCH rassure «La pénurie de médicaments n'est plus d'actualité »

Pour régler la pénurie de médicaments, la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) a acquis 624 produits, dont 278 fabriqués localement et 346 importés de l'étranger.

«Pour moi, le dossier des ruptures est déjà clos », a affirmé, hier, le Directeur général de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), M. Ferhat Samir, pour signifier que la pénurie de médicaments n'est plus d'actualité.

P 5

Géant®

ELECTRONICS



**LE MINISTRE SYRIEN DU PÉTROLE ET DES RESSOURCES MINÉRALES DEPUIS HIER À ALGER
Vers le renforcement de la coopération entre Alger et Damas**

Le ministre du Pétrole et des Ressources minérales de la République arabe syrienne, Firas Hassan Kadour, est arrivé hier à Alger. Il a été reçu à son arrivé par le ministre de l'Énergie et des Mines Mohamed Arkab, indique le ministère dans un communiqué.

Cette visite du 26 au 28 avril en cours permettra d'examiner les opportunités de coopération entre les deux pays dans les domaines de la recherche et de l'exploration des hydrocarbures, du gaz, des mines et des produits pétroliers, de la production, du transport et de la distribution de l'électricité, précise la même source.

La visite traduit également "la volonté des deux parties d'ouvrir de nouvelles perspectives pour développer les relations bilatérales dans le domaine de l'énergie et des mines", souligne le communiqué du ministère.

Cette visite s'inscrit dans le cadre des discussions sur les moyens de renforcer la coopération entre les deux pays dans les domaines de la recherche et de l'exploration des hydrocarbures, et dans le domaine du gaz, des mines et des produits pétroliers. Outre le domaine de la production, du transport et de la distribution d'électricité et l'échange d'expériences. Au cours de cette visite, le ministre syrien du pétrole et des Ressources minérales et sa délégation qui l'accompagne auront des entretiens avec des responsables des deux groupes Sonatrach, Sonelgaz et Manadjim El Djazair "MANAL" et visiteront certaines installations énergétiques.

S. R.

ENERGIES RENOUVELABLES

Vers un partenariat entre Sonelgaz et Huawei

Le groupe Sonelgaz poursuit ses efforts pour l'implication de maximum de partenaires et investisseurs dans la réalisation de son programme des énergies renouvelables (EnR). Après avoir rencontré respectivement les ambassadeurs du Royaume de Suède et du Danemark en Algérie, le Pdg de la Sonelgaz, Mourad Adjal s'est entretenu avant-hier mardi avec le Pdg de la société chinoise "Huawei", Eason Yi au siège de la direction générale du groupe.

Par Slimane T

Lors de cette rencontre, le président directeur général du groupe Sonelgaz a appelé la société chinoise "Huawei" à renforcer ses investissements en Algérie, notamment dans le domaine de l'énergie.

Selon un communiqué de Sonelgaz, la rencontre a permis de passer en revue les possibilités de partenariat entre Sonelgaz et l'opérateur chinois en matière des solutions de l'énergie solaire et le digital ainsi que l'éventuelle participation de Huawei au programme de 2000 MW initié par Sonelgaz, ajoute la même source.

REINSÉRTION DES DÉTENUÉS

«La politique nationale a prouvé son efficacité»

Le ministre de la Justice, Garde des sceaux Abderrachid Tabi a affirmé dans la wilaya de Mostaganem que la politique nationale de réinsertion des détenus est "réussie et a prouvé son efficacité".

La politique de l'Etat est basée sur la réinsertion des détenus, en offrant toutes les chances qui existent pour leur éducation et leur formation à l'intérieur des établissements de rééducation, mais également l'emploi, après leur retour à la société une fois leur peine purgée, a indiqué M. Tabi lors de l'inspection d'un établissement de rééducation à Ain Tédles, effectuée dans le cadre d'une visite de travail dans la

wilaya. Il a souligné que "tous les établissements pénitentiaires disposent d'ateliers dans différentes spécialités, encadrés dans le cadre des conventions signées par le secteur avec 22 secteurs ministériels, notamment l'Education nationale, la Formation professionnelle, l'Enseignement supérieur, la Jeunesse et les sports et l'Agriculture". Dans ce cadre, le secteur a signé des conventions avec 162 associations "ce qui confirme le rôle significatif et important de la société civile dans la matérialisation de la politique de réinsertion", a ajouté le ministre. Le nombre de détenus ayant

A cette occasion, «M. Adjal a évoqué les perspectives d'investissement en Algérie, encourageant la partie chinoise à renforcer ses investissements en Algérie notamment dans le domaine de l'Énergie».

«En attente de la rédaction d'un mémorandum d'entente entre Sonelgaz et Huawei, les deux parties ont convenu d'organiser une journée technique entre les experts des deux firmes pour exposer les dernières solutions développées par Huawei, notamment le stockage des énergies renouvelables et les nouvelles techniques d'onduleurs, la digitalisation et les réseaux intelligents», a conclu le groupe.

bénéficié des opportunités pour poursuivre leurs études dans les secteurs de l'éducation et de l'enseignement supérieur au niveau national est de 39.090 dont 6.000 devant passer cette année l'examen du Baccalauréat (BAC) et 5.000 autres l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM). Selon M. Tabi, le nombre de détenus ayant bénéficié des cours de mémorisation du saint Coran a atteint 10.000 et ceux de la formation professionnelle de la session de février sont actuellement de 20.000 pensionnaires. En ce qui concerne les pensionnaires ayant bénéficié de microcrédits à la sortie des

établissements de rééducation, dont le nombre s'élève à 2.000 dossiers, le ministre a appelé les responsables centraux à faire actualiser leur situation et de suivre de quelle manière ils ont réellement bénéficié de ces mesures sociales. Après avoir visité les différentes ailes de l'établissement de rééducation de Ain Tédles, Abderrachid Tabi a affirmé que "les détenus doivent passer la période de leur peine dans la formation et les études avec la nécessité de bien prendre soin de leur santé et de leur état psychologique", faisant observer que "la peine n'est pas le but, mais plutôt l'insertion".

R. E.

TOTALENERGIES ALGÉRIE ET L'UNIVERSITÉ DE OUARGLA

Signature d'un accord de coopération dans la formation

TotalEnergies Algérie et l'Université Kasdi Merbah de Ouargla ont signé un accord de coopération dans le domaine de la formation. « TotalEnergies Algérie annonce la signature d'un accord-cadre de coopération, d'une durée de trois ans, avec l'Université Kasdi Merbah de Ouargla », indique TotalEnergies Algérie dans un communiqué.

« Ce partenariat s'inscrit dans le cadre du programme « TotalEnergies Professeurs Associés » qui a pour objectif de créer des passerelles entre le monde de l'énergie et l'université grâce à des cycles de conférences, cours ou semaines intégrées dans les domaines techniques et économiques dispensés par des experts, salariés ou retraités de la Compagnie

TotalEnergies », précise la même source. « Ce partenariat contribuera à l'insertion professionnelle et au renforcement de l'employabilité des jeunes étudiants de l'Université Kasdi Merbah de Ouargla qui envisagent une carrière professionnelle dans le secteur de l'énergie. Nous sommes heureux de pouvoir compter sur l'expertise reconnue de TotalEnergies Professeurs Associés pour apporter une expérience de terrain et une vision globale du monde de l'entreprise », a commenté Samir Oumer, Directeur Général et Country Chair de TotalEnergies en Algérie. Les axes de coopération portent notamment sur : L'organisation conjointe de conférences sur des thématiques techniques, économiques, scientifiques... ;

L'organisation conjointe de semaines certifiantes en format immersif qui s'intègrent dans le cursus de l'université avec un certificat à la clé ; La mise en place d'un programme visant à faciliter l'insertion professionnelle des jeunes : journées métiers, forum des stages, simulation de sessions de recrutement ; La participation à l'élaboration des programmes de nouvelles formations dans le domaine de l'Énergie. « TotalEnergies Algérie s'engage à contribuer au développement des futurs talents du secteur de l'énergie et à faciliter l'insertion professionnelle des étudiants au travers plusieurs programmes d'accompagnement et de formation dans le pays », conclut le communiqué.

R. E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
**Belmihoub
Abdelaziz**

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bolaghine
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:

PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

Tel. : (021) 71.16.64 - 73.71.28
Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

GROUPES INDUSTRIELS PUBLICS

Une nouvelle feuille de route tracée

Les responsables des groupes industriels publics ont désormais une nouvelle feuille de route. Des orientations ont été données, afin de booster la production des ces entreprises, par le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, lors d'une réunion tenue avant-hier mardi au siège du ministère.

Par Sirine R

En effet, les PDG des groupes ont été exhortés d'exploiter de manière optimale l'ensemble de l'outil industriel et de s'appuyer sur les contrats de performance en vue d'améliorer la qualité et les capacités de production. Ces orientations ont été assignées lors d'une réunion présidée par M. Aoun, mardi, regroupant les présidents directeurs généraux des groupes industriels publics, sous tutelle, afin d'évaluer «la situation du secteur industriel public à travers l'examen de leurs bilans, leurs plans de développement, ainsi que les principales difficultés auxquelles ils sont confrontés», lit-on dans un communiqué du ministère de l'industrie. Cette réunion a permis au ministre d'exprimer «sa vision quant au mode de gouvernance et de gestion que doivent adopter les différents groupes industriels publics, ainsi que la nature de leur relation avec l'administration centrale du ministère de tutelle», a ajouté le communiqué.

A cette occasion, M. Aoun a mis l'accent sur «la nécessité d'exploiter d'une manière optimale l'ensemble de l'outil industriel et de s'appuyer sur les contrats de performance en vue d'améliorer la qualité et les capacités de production». Il a également insisté sur «l'obligation de respecter leurs engagements et de re-

lancer et réaliser dans les délais impartis tous les projets en retard conformément au plan de développement adopté». Cette rencontre a constitué, selon le ministère, «une occasion pour les responsables des plus grands groupes industriels, chacun dans son domaine d'activité, de passer en revue leur situation actuelle en termes de capacités de production, de part de marchés et de présenter leurs plans de développement et leurs projections en vue de développer le secteur industriel public».

Au terme de la réunion, M. Aoun a instruit «chacun des PDG de renforcer le rôle et l'action des conseils d'administration de chacun de groupe et filiales, ainsi que leur implication dans le mode de gestion et le suivi et l'évaluation des performances, ce qui permettra au secteur public marchand de contribuer efficacement à l'essor et au développement économique et industriel du pays», a-t-on souligné, par ailleurs, de même source.

L'objectif étant donné, rappelle-t-on, c'est d'augmenter le taux de la participation de secteur industriel dans le PIB, en passant de 5% actuellement à 10 voir 15% durant les cinq prochaines années, comme a été fixé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Il est à noter que 29 entreprises publiques sur les 51 recensées ont été relancées entre la période de 2021 et 2022. Les 22 restantes doivent être re-

lancées au courant de 2023 selon le planning du ministère de l'industrie. «L'Etat n'abandonnera pas ces groupes industriels», conformément à une feuille de route basée sur l'efficacité économique et financière, dans le cadre d'un «accompagnement du gouvernement qui leur permettra de surmonter les obstacles, tout en les incitant à se repositionner sur le marché local et régional, voire même mondial», avait déclaré l'ancien ministre de l'industrie, Ahmed Zeghdar.

La Cour des comptes avait, rappelé, dans son dernier Rapport, recommandé aux pouvoirs publics de mettre en place une instance nationale de gestion des participations de l'Etat (en remplacement du CPE), à l'effet d'exercer la qualité d'actionnaire pour le compte de l'Etat, dotée des pouvoirs et de moyens ; de définir clairement les relations entre les ministères sectoriels et les groupes industriels et les EPE non affiliées de manière à assurer une autonomie de décision opérationnelle pour les dirigeants des groupes et des EPE et de promouvoir une politique de partenariat avec le secteur privé national et étranger en vue d'assurer une meilleure gouvernance de l'entreprise et permettre, par ailleurs, à l'Etat de se consacrer aux EPE qu'il considère comme stratégiques.

IL PREND PART À LA « KOREA CUSTOMS WEEK 2023 »

Le directeur général des Douanes à Séoul

Le directeur général des Douanes algériennes (DGD), Noureddine Khaldi, entamera une visite de travail en République de Corée, à l'invitation du Gouverneur des douanes Sud-coréennes, pour prendre part à "la Semaine des douanes Sud-coréennes 2023", organisée du 26 au 28 avril en cours à Séoul, a indiqué mercredi un communiqué de la DGD. Cet événement, placé sous le slogan "La Douane numérique et la coopération douanière internationale", verra la participation de grands responsables des douanes de par le monde et d'organisations internationales, en vue d'encourager la coopération douanière internationale, précise le communiqué.

La manifestation permettra, selon la même source, d'échanger "les meilleures pratiques et d'évoquer les questions d'intérêt commun tels le commerce électronique et l'échange d'informations sur les questions douanières".

Des panels regroupant des experts seront, également, organisés en marge de cet événement pour permettre aux participants d'échanger les vues et de partager les meilleures pratiques sur les questions d'intérêt commun, en sus des rencontres bilatérales et multilatérales entre directeurs généraux pour débattre des questions internationales, des politiques et des expériences nationales dans le domaine douanier, conclut la DGD.

R. E.

R. E.

23 ÈME DU FORUM PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL (FPI)

Les opérateurs algériens invités à y prendre part

Dans le cadre de la stratégie mise en place par le ministère de l'Industrie et de la production pharmaceutique pour la promotion des exportations des produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux, « nous invitons l'ensemble des opérateurs pharmaceutiques à participer à la 23ème du Forum pharmaceutique international (FPI), qui aura lieu du 014 au 04 juin

2023, à Dakar, sous le haut patronage de Monsieur le président de la République du Sénégal», lit-on dans un communiqué du ministère. Cette manifestation d'envergure internationale est organisée annuellement dans un pays d'Afrique et à laquelle participe traditionnellement une vingtaine de pays, ainsi que des représentants des conseils de l'Ordres des pharmaciens, des

Syndicats des pharmaciens, des directions de la pharmacie et les centrales d'achat des participants de l'Afrique, ajoute la même source. Donc, une occasion propice pour décrocher des contrats pour les fabricants pharmaceutiques algériens, dont la production nationale est en pleine expansion. Ce forum a pour objectif de promouvoir et développer les échanges interafricains, de par-

tager les connaissances actualisées et de débattre des questions d'importance stratégique dans le domaine de la santé.

La participation des opérateurs algériens au 22ème FPI est inscrite sous le patronage de Monsieur le ministre de l'industrie et de la production pharmaceutiques, note le ministère.

R. E.

BRICS

13 pays ont officiellement déposé des demandes d'adhésion

L'élargissement du groupe des BRICS a été inscrit à l'ordre du jour du prochain Sommet de cette coalition des économies émergentes, prévu les 2 et 3 juin prochains en Afrique du Sud. L'ambassadeur de l'Afrique du Sud au sein du groupe BRICS, Anil Sooklal (photo), a annoncé que treize pays ont officiellement déposé des demandes d'adhésion à ce bloc regroupant cinq pays émergents (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud).

« Treize pays ont présenté des demandes officielles d'adhésion au groupe des BRICS, et six autres l'ont fait de manière informelle. Nous recevons des demandes d'adhésion tous les jours », a-t-il déclaré dans un entretien accordé, lundi 24 avril, à Bloomberg.

M. Sooklal a également précisé que l'élargissement de la coalition des économies émergentes sera au cœur des débats lors du Sommet des BRICS prévu les 2 et 3 juin 2023 au Cap (Afrique du Sud).

« Ce qui sera discuté, c'est l'expansion des BRICS et les modalités de cette expansion », a-t-il précisé, in-

diquant que d'autres « dossiers brûlants » seront évoqués, dont celui du Soudan où un conflit sanglant a éclaté le 15 avril entre l'armée du général Abdel Fattah al-Burhane, dirigeant de facto du pays depuis le putsch de 2021, et les Forces paramilitaires de soutien rapide (FSR) dirigées par son adjoint devenu rival, le général Mohamed Hamdane Daglo.

En février dernier, l'ambassadeur de l'Afrique du Sud au sein du groupe BRICS avait indiqué que l'Iran et l'Arabie saoudite figurent parmi les pays qui ont officiellement déposé des demandes d'adhésion. Il a également révélé que d'autres ont exprimé leur intérêt pour une adhésion au groupe des BRICS, dont l'Argentine, les Emirats arabes unis, l'Algérie, l'Égypte, le Bahreïn et l'Indonésie, ainsi que deux pays d'Afrique de l'Est et un pays d'Afrique de l'Ouest, qu'il n'a pas nommés.

Depuis sa création en tant que BRIC en 2006, le groupe n'a admis qu'un seul nouveau membre, en l'occurrence l'Afrique du Sud, en 2010.

Le ministère chinois des Affaires étrangères avait an-

noncé, début mai 2022, le début d'un processus d'élargissement du groupe des BRICS. Dans ce cadre, des dirigeants de plusieurs pays en développement, dont l'Arabie saoudite, l'Égypte, l'Indonésie, l'Argentine, le Nigeria, l'Algérie et la Thaïlande, avaient participé, le 23 mai, à une conférence virtuelle baptisée « BRICS Plus », et présentée par Pékin comme « une nouvelle phase du processus de l'élargissement des BRICS ».

Aujourd'hui, le groupe des BRICS représente 42% de la population de la planète (3,2 milliards de personnes) et environ 25% du produit intérieur brut (PIB) mondial. Ses membres ne disposent cependant que de 15% des droits de vote à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international (FMI). Un éventuel élargissement du bloc des économies émergentes pourrait accroître son influence et son poids dans les organes de gouvernance mondiale.

R I

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
Lancement, la semaine
prochaine, de six
plateformes numériques

La mise en œuvre de la stratégie "zéro papier" dans les universités algériennes va bon train à la faveur de la dématérialisation de la gouvernance, de la formation, de la recherche scientifique et des œuvres universitaires, a indiqué mardi à Alger le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari.

Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite d'inspection à l'École nationale supérieure vétérinaires (ENSV) d'El-Harrach, M. Baddari a annoncé "le lancement, la semaine prochaine, de six (6) plateformes numériques, qui s'ajoutent aux 29 déjà en place, en attendant d'atteindre l'objectif de 42-4 plateformes", estimant que le secteur de l'Enseignement supérieur avait ainsi beaucoup progressé dans la mise en œuvre du Plan stratégique de numérisation de ses activités, qui compte 7 axes, 16 programmes et 102 programmes opérationnels. Le secteur a "dématérialisé à 100% les domaines de la gouvernance, de la formation, de la recherche scientifique et des œuvres universitaires, permettant aux étudiants d'interagir avec l'administration universitaire et leurs formateurs avec zéro papier", a soutenu le ministre.

Cernant la visite de travail et d'inspection à l'École nationale supérieure vétérinaire, M. Baddari a précisé que cette école "dispense une formation de qualité en adéquation avec les besoins actuels au plan socio-économique et concrétise les projets innovants des étudiants pour assurer la santé animale et, partant, la sécurité alimentaire".

Il a ajouté que "ces efforts contribueront à la création de richesses, en assurant les revenus et les postes d'emploi", notamment pour les étudiants créateurs, dont les projets seront transformés en start-up ou micro-entreprise, conformément aux mécanismes de soutien disponibles, et ce en leur dédiant des espaces pour concrétiser leurs projets au niveau des universités et réaliser des projets commerciaux.

Lors de cette visite le ministre a inspecté plusieurs projets de recherche menés par des étudiants et a procédé à l'inauguration d'un ensemble de structures chargées des projets innovants, comme l'espace des start-up et celui de la start-up INCUBVET-ENSV, et la filiale INNOVET QUALITY avant la pose de la première pierre du projet de réalisation du parc expérimental pédagogique de l'École.

M. Baddari a également inspecté le projet d'exploitation de l'intelligence artificielle dans la médecine vétérinaire, dont le but est d'accompagner les étudiants et les projets vétérinaires de manière générale, en sus d'exploiter ces technologies dans le diagnostic et la prévention des maladies et de faciliter l'accès aux données disponibles.

R. E.

D'UNE VALEUR DE PLUS DE 36,62 MILLIONS DE DA
Saisie de 71 tonnes de marchandises
en trois mois

Les équipes conjointes de contrôle entre les services du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations et les autres secteurs ont saisi 71,54 tonnes de marchandises au cours du premier trimestre 2023, d'une valeur de plus de 36,62 millions de DA, a indiqué un communiqué du ministère du Commerce.

Synthèse Sirine R

14.246 interventions ont été enregistrées durant le premier trimestre de l'année en cours par les services de conjoints au niveau national, à la suite desquelles 1.575 infractions ont été constatées et 1.367 procès-verbaux ont été émis.

Les équipes conjointes ont également constaté des transactions commerciales sans facturation d'une valeur de plus de 1,96 milliard de DA, selon le bilan du ministère.

Quant aux échantillons prélevés par ces équipes, la même source a révélé qu'ils s'élevaient à 65 échantillons, dont 22 non conformes, tandis que le nombre de propositions de fermeture administrative a atteint 122 propositions.

Ce bilan global est réparti entre les interventions de l'équipe conjointe commerce-impôts-douanes, l'équipe conjointe commerce-vétérinaire, l'équipe conjointe commerce-phytosani-

taire, l'équipe conjointe commerce-santé, l'équipe conjointe commerce-Métrologie légale, l'équipe conjointe commerce-Pêche et Productions halieutiques et l'équipe conjointe Commerce-industrie pharmaceutique.

Quant à l'équipe conjointe commerce-impôts-douanes, le nombre d'interventions a atteint 375, ce qui s'est traduit par la constatation de 137 infractions et l'émission de 127 procès-verbaux, ainsi qu'une (1) proposition de fermeture administrative, et la valeur de la non-facturation a dépassé 1,96 milliard de DA, souligne la même source.

La brigade mixte Commerce-Services vétérinaires ont effectué 8.930 interventions ayant donné lieu à la constatation de 1.104 infractions et à l'établissement de 977 procès verbaux avec la proposition de fermeture administrative de 115 locaux. Ces interventions se sont soldées par la saisie de 55,86 tonnes de produits d'une valeur excédant 29

millions de DA et le prélèvement de 47 échantillons dont 22 non conformes, selon la même source.

Quant à la brigade mixte Commerce-Santé végétale, le ministère a fait état dans son communiqué de 1.033 interventions ayant donné lieu à la constatation de 111 infractions, l'établissement de 47 procès verbaux et deux propositions de fermeture administrative, en sus de la saisie de 1,54 tonnes de marchandises d'une valeur dépassant 2,1 millions de DA.

La brigade mixte Commerce-Santé a, quant à elle, réalisé 1.013 interventions durant lesquelles 64 infractions ont été constatées et 58 procès verbaux ont été établis, avec la saisie de 14,06 tonnes de produits d'une valeur de plus de 5,1 millions de DA, en sus du prélèvement de 12 échantillons et la proposition de fermeture administrative de deux commerces. La brigade mixte Commerce-Métrologie légale a, pour sa part, réalisé durant le premier trimes-

tre 2.535 interventions donnant lieu à la constatation de 137 infractions et l'établissement de 137 procès verbaux en sus de la saisie de 0,06 tonne de produits d'une valeur dépassant 120.000 DA et proposition de fermeture administrative de deux commerces.

Quant à la brigade mixte Commerce-Pêche maritime et Production halieutique, le nombre des interventions a atteint 321 ayant occasionné la constatation de 20 infractions et l'établissement de 19 procès verbaux. La même brigade a saisi 0,01 tonne d'une valeur dépassant 11.000 DA et procédé au prélèvement de 6 échantillons.

La brigade mixte Commerce-Industrie pharmaceutique a effectué au cours du premier trimestre de l'année en cours 39 interventions ayant donné lieu à la constatation de deux infractions et l'établissement de deux procès verbaux.

AGRICULTURE SAHARIENNE

Distribution de 200 000 hectares de terres agricoles

Plus de 200.000 hectares de terres agricoles sont aménagées pour leur distribution prochaine aux investisseurs des wilayas dans le sud du pays, a annoncé mardi de Relizane le ministre de l'Agriculture et du Développement rural Mohamed Abdelhafid Henni.

Animant un point de presse en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya, le ministre a souligné que l'Office national des terres agricoles (ONTA) a aménagé, pour la prochaine distribution, plus de 200.000 ha de terres agricoles dans les wilayas dans le sud du pays, à l'instar d'Adrar, El Menéa, Timimoune, Ouargla, Illizi et Djinet.

M. Henni a ajouté, à ce propos, que les dossiers des investisseurs ont obtenu la qualification à travers la plateforme numérique lancée par son ministère pour recevoir les demandes d'exploitation des terres agricoles dans le cadre de l'investissement privé dans le sud du pays. Une commission spécialisée a été installée pour étudier les dossiers, a-t-il indiqué, précisant que l'opération de distribution des terres agricoles aux investisseurs des wilayas dans le sud du pays sera achevée "avant la fin du mois de juin prochain".

L'objectif de cette opération, a relevé le ministre, est d'atteindre d'ici à la fin de l'année prochaine un (1) million d'hectares de terres cultivées en céréales dans le sud du pays, avec un rendement attendu de 70 à 80 quintaux à l'hectare.

Par ailleurs, Mohamed Abdelhafid Henni a annoncé la révision prochaine des procédures juridiques des élections des conseils interprofessionnels des filières agricoles dont les mandats expireront cette année, en prenant en compte, au titre de ces mesures, l'élection des représentants de ces conseils qui possèdent une expérience dans le domaine agricole dans le cadre des efforts du ministère à organiser le secteur.

Le ministre a également évoqué le lancement de la préparation d'une campagne de lutte contre les incendies de forêt au sein de l'Autorité nationale de lutte contre les incendies, sachant qu'il sera procédé, début mai prochain, à l'installation d'un comité composé de 13 secteurs ministériels qui aura pour mission d'élaborer un programme d'actions initial pour protéger l'environnement forestier dans le pays contre le danger des incendies.

Il a ajouté que "l'instance nationale de lutte contre les feux de forêts prendra des mesures juridiques strictes contre ceux qui mettent délibérément le feu", soulignant la poursuite de l'action de sensibilisation visant "à lutter contre les mauvais agissements causant des feux dans les zones boisées du pays".

Par ailleurs, M. Henni a annoncé qu'une commission spécialisée relevant de son département ministériel se rendra dans la wilaya de Relizane, au cours de la semaine

prochaine, afin d'étudier la possibilité de l'extension des superficies des plantations d'oliviers destinées à la production d'huile d'olive de la qualité "Sigoise", ainsi que la réalisation d'un diagnostic de terrain pour mettre en avant les atouts de la wilaya dans la filière oléicole.

Lors de sa visite au siège de la coopérative des céréales et des légumineuses secs (CCLS) de la wilaya de Relizane, le ministre a mis l'accent sur la nécessité, pour les producteurs de céréales, de contribuer à la réussite de la prochaine campagne moisson-battage, avec obligation de déposer la récolte au niveau des docks silos relevant de la CCLS.

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a, lors de sa visite dans la wilaya, inspecté la ferme pilote privée "Frères Kheireddine", dans la commune de Bendaoud, spécialisée dans la céréaliculture et l'élevage, ainsi que la laiterie "Frères Benoula", réalisée dans le cadre d'un investissement privé, dans la commune d'El-Kettar. M. Henni a reçu des explications sur un projet de réalisation d'une forêt récréative dans la zone "Mont Farah" (commune d'El Kalaa), un investissement privé également. Le ministre s'est également intéressé à une présentation du plan de lutte contre les feux de forêts dans la wilaya de Relizane pour l'année 2023.

R. E.

COOPÉRATION

Le ministre de l'Enseignement supérieur reçoit l'ambassadrice de Norvège en Algérie

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a reçu mardi l'ambassadrice du Royaume de Norvège en Algérie, Thérèse Luken-Ghziel, avec laquelle il a évoqué l'intensification de la coopération et de l'échange entre les universités algériennes et leurs homologues norvégiennes, a indiqué mercredi un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, précise le communiqué, M. Baddari a exprimé "sa disposition à intensifier et à développer la coopération entre les deux pays à travers le jumelage entre les éta-

blissements universitaires algériens", d'autant que l'Algérie "dispose de 115 établissements universitaires qui œuvrent à former un étudiant émérite et ouvert sur les autres cultures". A cette occasion, le ministre a appelé l'ambassadrice norvégienne à "l'ouverture de campus délocalisés d'universités norvégiennes en Algérie pour inviter les étudiants norvégiens à poursuivre leurs études en Algérie dans le cadre de la mobilité académique des étudiants pour un ou deux semestres". De son côté, Mme Luken-Ghziel a souligné "la qualité des relations" entre son pays et l'Algérie, exprimant à ce propos sa

disposition à élargir la coopération entre les deux pays à divers domaines, notamment l'énergie et les sciences de la mer, au vu des potentialités que recèlent les deux pays en la matière.

Concernant l'accord de coopération entre les universités algériennes et leurs homologues norvégiennes, la diplomate a affirmé que son pays "étudie avec un vif intérêt cet accord pour élargir les domaines d'échange et de coopération scientifique et de recherche entre les deux pays", conclut le communiqué.

R. E.

HAUSSE DU TAUX D'EMPLOI DE 60% AU PREMIER TRIMESTRE 2023

Le digital en tête du podium

Selon le site « Emploitic » pour l'emploi sur Internet, le taux d'emploi en Algérie a augmenté de 60% au cours du premier trimestre de l'année en cours. Ces statistiques nous révèlent que ceux qui recrutent sont les secteurs de l'énergie, des mines et des matières premières, puis banque, assurance et finance. Mais la prédominance des recrutements va aux emplois du digital.

Par Reda Hadi

Ainsi donc, l'enquête menée par Emploitic, une entreprise spécialisée dans le recrutement, il s'avère que ce site héberge notamment des offres d'emploi dans le secteur du numérique, avec une forte demande de diplômés dans le domaine des médias automatisés, tels que l'informaticien, les communications et Internet, en plus.

Le site indique que les entreprises compaient dans leur politique d'emploi sur le recrutement de travailleurs dotés de compétences techniques, mais la pandémie de Corona les a obligées à embaucher des travailleurs compétents pour gérer les personnes et les situations, ou ce que on appelle « soft skills », en utilisant des moyens numériques.

Nul n'est besoin de préciser que si la crise du coronavirus a facilité cette proportion d'aller vers le numérique, il n'en demeure pas

moins que le taux de pénétration de l'internet en Algérie est un facteur déterminant. L'internet étant plus facile d'accès, ce changement s'est opéré très vite. De nos jours, le traitement des données est devenu très nécessaire, car nous sommes dans une nouvelle étape de développement, qui nécessite la disponibilité des données pour déterminer la vision future au travail qui permet aux décideurs de prendre les bonnes décisions en plus des emplois commerciaux et du marketing numérique.

Pour preuve l'Agence de conseil internationale «Data Reportal» vient de publier un nouveau rapport de synthèse mondial Digital 2023 – produit en partenariat avec Meltwater et We Are Social – et qui contient toutes les données et informations sur les dernières tendances, nous apprend que le nombre d'internautes en Algérie a augmenté de 5 millions de personnes. Et ce d'autant plus que la pénétration d'internet est évalué à 70,9%. Cette envolée des emplois digitaux n'a pu être

possible que parce que l'Algérie a connu des avancées importantes dans ce domaine.

Les investissements ont augmenté et l'infrastructure de base, tels que les réseaux de télécommunications ainsi que l'accès Internet, se sont améliorés, notamment avec l'accélération de l'installation du FTTH dont le nombre de connectés a augmenté de près de 40% en passant à fin janvier 2023 à plus de 520.000 Abonnés. Par ailleurs, cela dénote aussi de la capacité des managers algériens à s'adapter. Cette résilience a permis une plus grande adaptation aux techniques nouvelles et une plus grande flexibilité dans la gestion de nos entreprises, à l'heure où la réactivité est devenue une sorte de sacerdoce. La numérisation, a gagné en importance dans de nombreux secteurs stratégiques ces deux ou trois dernières années. Cela a été possible grâce à une politique volontariste menée à bâtons rompus.

LE DG DE LA PCH RASSURE

«La pénurie de médicaments n'est plus d'actualité»

Pour régler la pénurie de médicaments, la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) a acquis 624 produits, dont 278 fabriqués localement et 346 importés de l'étranger.

«Pour moi, le dossier des ruptures est déjà clos», a affirmé hier, le Directeur général de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), M. Ferhat Samir, pour signifier que la pénurie de médicaments n'est plus d'actualité.

Citant l'exemple des médicaments d'oncologie (relatifs au cancer), il a précisé que «sur 123 produits, 27 étaient en rupture depuis octobre 2022, mais actuellement cette rupture ne concerne que 3 produits qui sont remplaçables».

«Pour moi, le dossier des ruptures est déjà clos», a-t-il déclaré. «Les professeurs peuvent engager les protocoles de thérapie sans aucun problème», a-t-il dit, tout en reconnaissant avoir été instruit par le ministre de la Santé pour «éviter ce genre de

situation (pénuries) à l'avenir». A ce propos, M. Ferhat a indiqué que son établissement dispose à présent, grâce à la numérisation et au bon de commande électronique, d'une meilleure visibilité sur les stocks des hôpitaux et leurs besoins réels, lui permettant de répondre rapidement aux bons de commandes des établissements de santé.

«A travers la maîtrise des besoins des hôpitaux, nous allons prévoir notre programme d'achats sur la base de données réelles», a-t-il expliqué, avant d'annoncer «la signature avec 10 fournisseurs l'achat de 30 produits innovants».

La dette des hôpitaux s'élève à 225 milliards de DA!

A une question de savoir si la PCH manque de moyens financiers, M. Ferhat a indiqué : «nous sommes dans une aisance financière qui nous permet d'acheter tous les produits demandés».

Selon lui, la PCH a déjà reçu une somme de 75 milliards de dinars, dans le cadre de la loi de finances complémentaire 2022, au titre du versement de la première tranche de la dette des hôpitaux qui s'élève à 225 milliards de dinars, que l'Etat s'est engagé à éponger.

La PCH recevra un autre paiement de 75 milliards de dinars dans le cadre de la loi de finances 2023. Le reste, se fera dans le cadre de la loi de finances 2024, a-t-il fait savoir, en expliquant les récurrentes pénuries de médicaments par «des difficultés à s'approvisionner sur le marché international du fait de la concentration de la production de médicaments dans 2 pays : la Chine et l'Inde».

Il a également cité comme causes «la pandémie de la Covid-19 qui a provoqué la fermeture de beaucoup d'usine ; la baisse des prix des médicaments qui a permis l'accessibilité aux pays pauvres, ce qui a entraîné

une augmentation de la demande ; la défaillance de nos fournisseurs ; ainsi que d'autres facteurs qui ont favorisé cette perturbation».

300 tonnes de médicaments périmés

Par ailleurs, le même responsable a révélé que 300 tonnes de médicaments périmés s'étaient accumulés au niveau de la pharmacie centrale et annexes. Samir Farhat a indiqué que cette quantité sera détruite prochainement, selon les conditions sanitaires et techniques pour préserver l'environnement, expliquant que cette grande quantité de médicaments périmés n'a pas encore été estimée. Il a fait savoir que les fournisseurs devaient prendre en charge cette opération comme c'est prévu par la loi, précisant que la PCH compte engager des procédures judiciaires contre ces fournisseurs.

Synthèse S.T.

MONNAIES

Le dollar baisse face à l'euro

Le dollar reculait mercredi face à l'euro dans un marché alternant hausses et baisses depuis le début de la semaine en l'absence d'indicateurs économiques majeurs, tandis que la couronne perdait du terrain malgré une hausse des taux de la banque centrale suédoise.

En début d'après-midi, le billet vert cédait 0,68% à 1,1047 dollar pour un euro. Alors que le secteur bancaire américain est à nouveau déstabilisé par l'effondrement en Bourse mardi de First Republic Bank, les analystes sont partagés sur l'impact que cela a sur le dollar.

Mardi, les investisseurs «ont privilégié les valeurs refuges, comme le dollar», notent des analystes.

Mais les doutes qui pèsent sur les banques américaines pourraient pousser la Réserve fédérale (Fed) à moins monter ses taux.

Et alors que le débat politique sur le plafond de la dette continue à Washington, «il est peu probable que le dollar reprenne de l'élan», commente un analyste.

Avant la réunion de la Fed de la semaine prochaine, les investisseurs étudient les données sur la croissance américaine au premier trimestre jeudi et l'indice PCE, mesure préférée par la Fed pour l'inflation, vendredi.

Aps

CANICULE

Les consignes du ministère de la Santé

Le ministère de la Santé a rappelé, mercredi, un nombre de mesures indispensables à observer et de conseils préventifs en vue de sensibiliser la population sur la hausse sensible de la température que connaît le pays.

Le ministère note, dans un communiqué, que «la population la plus vulnérable est constituée des jeunes enfants, des personnes âgées, ainsi que des personnes atteintes de maladies chroniques», précisant que les précautions à observer «consistent à fermer les volets et les rideaux des façades du logement exposés au soleil, maintenir les fenêtres fermées tant que la température extérieure est supérieure à la température intérieure et éviter de sortir aux heures les plus chaudes».

«Dans le cas où il est impératif de sortir, il est préférable de sortir tôt ou tard le soir, de penser à prendre plusieurs douches par jour et de boire suffisamment d'eau en évitant les boissons très sucrées ou à forte teneur en caféine et d'éviter des activités extérieures», rappelle le communiqué.

Pour ce qui est des symptômes qui peuvent alerter en cas d'un coup de chaleur, le ministère cite «les maux de tête, l'envie de vomir, une soif intense, une peau anormalement chaude, rouge et sèche et des confusions mentales», préconisant ainsi d'appeler les secours.

En attendant l'arrivée des secours, le ministère conseille de mettre la personne présentant un de ces symptômes «dans un endroit frais, lui donner à boire, l'asperger d'eau fraîche ou la couvrir à l'aide d'un linge humide et l'éventiler».

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Baddari rencontre des enseignants chercheurs algériens établis à l'étranger

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a rencontré, mardi, un groupe d'enseignants chercheurs algériens établis à l'étranger qui ont affiché leur «pleine disposition» à apporter une contribution «effective» au Conseil scientifique de l'intelligence artificielle, a indiqué mercredi un communiqué du ministère.

Il s'agit du Dr Mohamed Senouci, enseignant chercheur à l'Université de Southern Denmark, du Dr Riyadh Baghdadi, enseignant chercheur à l'Université NYU Abu Dhabi et du Dr Merouane Debbah, enseignant chercheur au Technology innovation institute aux Emirats arabes unis, auxquels le ministre a affirmé «le grand attachement du Gouvernement à son élite, tant

en Algérie qu'à l'étranger».

Lors de cette rencontre, M. Baddari a mis en exergue «les efforts de l'Etat en matière d'intelligence artificielle et de mathématiques à travers la création de l'Ecole supérieure des mathématiques et de l'Ecole supérieure de l'intelligence artificielle, outre la numérisation du secteur avec la mise en place d'un schéma directeur à cet effet».

Il a, à cet effet, cité le conseil scientifique de l'intelligence artificielle et les contributions de l'élite algérienne à l'étranger, étant «une partie importante et indispensable sur laquelle compte le pays pour développer l'intelligence artificielle en Algérie, en sus de plusieurs autres volets».

De leur côté, les enseignants chercheurs ont af-

fiché leur «pleine disposition à contribuer de façon effective au Conseil scientifique de l'intelligence artificielle qui leur offre l'opportunité, avec l'élite algérienne établie à l'étranger, de travailler et de mettre au point une stratégie efficace et conforme aux priorités nationales à même de réaliser un bond qualitatif dans de nombreux domaines».

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique avait annoncé, au début de l'année en cours, l'installation d'un conseil scientifique au niveau de son secteur composé d'experts, de chercheurs et d'enseignants spécialisés en vue d'introduire l'intelligence artificielle dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique.

R. E.

AIN DEFLA

12^e édition

des "Rencontres

de l'enfance" à partir du 28 avril

La 12^e édition des "Rencontres de l'enfance" d'Ain Defla, placée cette année sous le slogan "Nous sommes les enfants de l'Algérie", se tiendra du 28 avril au 1^{er} juin prochain (Journée mondiale de l'enfance), a-t-on appris, lundi, des organisateurs. Cette nouvelle édition, destinée à tous les enfants de la wilaya, prévoit de nombreuses activités visant à inculquer aux jeunes générations les valeurs du patriotisme en particulier et de la culture nationale en général", a indiqué Ahmed Mellahi, président de l'association "Basmat El-Wiaam", organisatrice de la manifestation. Au programme de cet événement culturel, qui sera abrité par la maison de la culture "Emir Abdelkader", des chants patriotiques, des chansons pour enfants, des spectacles de magie et des représentations théâtrales, en plus d'autres activités, dont des contes, sketches et tombola pour les enfants, a-t-il ajouté.

La nouveauté de cette édition est l'élargissement des activités de la manifestation (limitées au chef-lieu de wilaya précédemment) à d'autres villes, dont Miliana, Khemis Miliana, El Amra et El Attaf, a fait savoir le même responsable.

A noter que la manifestation est initiée par l'association "Basmat El-Wiaam", en coordination avec le comité des fêtes de la ville d'Ain Defla et la maison de la culture "Emir Abdelkader", avec la contribution des directions de la culture et des arts et de la jeunesse et des sports, ainsi que la commune d'Ain Defla.

M'SILA

Un volume supplémentaire d'eau mobilisé

Un volume supplémentaire de 1.200 m3/jour d'eau potable a été récemment mobilisé pour alimenter les habitants de la ville de Boussaâda, relevant de la wilaya de M'sila, a-t-on appris dimanche dernier auprès des services de la wilaya. Le volume d'eau potable est mobilisé suite à la mise en service d'un forage situé au niveau du champ de captage de Maadher-Bousaâda, ont précisé les services de la wilaya, indiquant que cette opération a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de plus de 40 millions DA.

L'opération qui s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable en faveur des habitants de Boussaâda, contribuera à réduire le déficit en approvisionnement en eau potable dans cette ville estimé à plus de 10.000 m3/jour, a indiqué la même source. La wilaya de M'sila s'approvisionne en eau potable à partir de plusieurs forages et les deux barrages de Tassalit et Koudiat Acerdoune dans la wilaya de Bouira, a indiqué la même source.

ANNABA

Le ministre des Transports insiste sur la réception des projets à temps

Le ministre des Transports, Youcef Chorfa, a affirmé mardi à Annaba que la réception des projets du secteur dans les délais fixés fera d'Annaba un pôle d'excellence en matière de transport aérien et maritime.

Au cours d'une visite de travail dans la wilaya, le ministre a indiqué que la réception des projets de transport en cours à Annaba dans les délais et conformément aux normes en vigueur dans les domaines des transports aérien, maritime et ferroviaire fera d'Annaba "un pôle de transport aérien et maritime par excellence".

M. Chorfa a ajouté qu'Annaba, une wilaya à vocation touristique, a besoin d'infrastructures permettant de promouvoir les services de transport maritime et aérien, ainsi que la mise en place des conditions nécessaires dont l'augmentation du nombre de vols et la diversification des destinations.

Il a également rappelé que le renforcement des flottes aérienne et maritime est une priorité du Gouvernement, assurant que des efforts intenses sont consentis dans ce sens pour soutenir et accompagner les investissements publics et privés.

Lors de l'inspection du projet du parking d'avions "E" à l'aéroport Rabah-Bitah dont la réception est prévue à la fin du 1^{er} semestre 2023 avec cinq (5) points supplémentaires pour parquer des avions, le ministre a insisté sur l'achèvement des travaux restants pour augmenter les capacités de parking de 6 à 11 appareils dont deux (2) pour avions Airbus 330, en prévision de la saison estivale.

Il a également relevé que la réception de ce projet dans les délais et dans le respect des normes permettra de mettre en œuvre le programme d'augmentation des vols et de diversification des destinations de et vers Annaba.

Sur le chantier de la gare maritime d'Annaba à livrer au début du 2^e semestre de cette année, M. Chorfa a préconisé de faire de cet équipement multiservices ouvert sur le tissu urbain de la ville d'Annaba un acquis pour le tourisme et l'économie de la wilaya et de toute la région Est du pays.

Après avoir suivi un exposé sur les travaux restants du projet de cette gare à architecture moderne, le ministre a affirmé la nécessité d'assurer des prestations de haute qualité aux voyageurs et d'exploiter les espaces annexes pour la destination touristique Annaba.

Le ministre a inspecté, à cette occasion, le site du téléphérique Annaba-Seraïdi à l'arrêt depuis janvier 2019, préconisant de rattraper le retard mis dans sa réparation par l'installation d'une commission de suivi et de contrôle de la cadence des travaux pour permettre de nouveau l'exploitation de cet équipement à double vocation de service et touristique.

Dans la commune d'El Bouni, M. Chorfa a suivi un exposé sur le projet de doublement et modernisation de la voie ferroviaire Ramdhane Djamel (Skikda)-Annaba et insisté sur l'importance de diversification des modes de transport et de développement du transport ferroviaire de voyageurs et de marchandises.

BLIDA

Mise en service de 20 transformateurs électriques depuis janvier

Vingt nouveaux transformateurs électriques ont été mis en service à travers 12 communes de la wilaya de Blida depuis le début de l'année en cours, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz.

Les 20 transformateurs électriques ont été réalisés dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'investissement de l'année 2023 portant réalisation de 38 installations similaires, a indiqué une responsable à la di-

rection. Ces nouvelles installations ont permis d'améliorer la qualité du service fourni aux clients, notamment par la prise en charge du problème de coupures de courant électrique et de chute de tension à travers les 12 communes ciblées, à savoir, Ouled Yaïch (comptant la plus forte densité d'habitants au niveau de la wilaya) Soumâa, Bougara, Ouled Slama, Meftah, Chebli et Ben Khelil (à l'Est de Blida), Bouâra, Ain Romana, Mouzaïa (à l'Ouest) et Beni Merad (au Nord). Le pro-

gramme d'investissement 2023, visant à améliorer l'approvisionnement en énergie électrique, particulièrement durant la saison estivale, prévoit la réalisation de pas moins de 95,5 km de réseau électrique, selon la même source. Sur un autre volet et concernant l'accompagnement de l'investissement, la direction de distribution a procédé, durant le premier trimestre de cette année, au raccordement de 24 exploitations agricoles au réseau électrique, a-t-on ajouté. Au titre de ce même

programme, des travaux sont en cours pour le raccordement de 59 autres exploitations agricoles, tandis que les opérations de branchement de 23 autres exploitations seront lancées « prochainement », a précisé la même source. En outre, au titre des mêmes mesures visant le développement du secteur agricole, quelque 24 compteurs électriques ont été installés au profit d'exploitations agricoles sans paiement préalable des redevances.

KHENCHELA

190 millions DA pour le financement des projets dans trois communes

Une enveloppe financière de 190 millions DA a été allouée au titre de l'exercice 2023 pour booster le développement dans les trois communes de la daïra de Kais, wilaya de Khenchela, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Ce budget d'investissement inscrit dans le cadre des Plans communaux de développement (PCD), a été alloué pour la réalisation de 36 projets en faveur des trois (3) communes de la daïra de Kais en l'occurrence Remila, Kais et Taouzien, a précisé la même source. Ces opérations qui touchent les secteurs des travaux publics, de l'aménagement urbain, des ressources en eau, la santé, l'éducation, ainsi que l'énergie seront entamées après le parachèvement des pro-

cédures d'usage. La commune de Kais a bénéficié de 12 projets d'un coût de 69 millions DA, destiné à la réalisation de 7 opérations portant raccordement et extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement, 2 projets de réhabilitation des écoles des frères Boumaâraf et Badra Mes-saouda, 2 pour

l'aménagement urbain des cités des frères Laâroussi et 17 juin en plus d'une autre opération pour le renouvellement de l'éclairage public au centre-ville de cette collectivité locale. Pour sa part, la commune de Remila a bénéficié de 13 projets qui ont nécessité 56 millions DA, destinés à la réalisation de 5 opérations pour le secteur de l'hydraulique, 4 pour l'éducation, 1 projet pour la réalisation et le renouvellement de l'éclairage public et

1 autre pour l'aménagement urbain à l'entrée de cette collectivité locale, ont précisé les services de la wilaya, soulignant que la réalisation d'une route reliant le groupement d'habitation Bediar au chemin de wilaya (CW) 10 et la réhabilitation d'une salle des soins et son logement d'astreinte au village d'Ouled Heni, figurent également dans le cadre de ce programme de développement. Parallèlement, la commune de Taouzien a bénéficié de 11 opérations ayant nécessité la mise en place d'une enveloppe financière de l'ordre de 65 millions DA, consacrée à la réalisation de 5 projets relevant du secteur des ressources en eau, 1 projet de réhabilitation de l'école primaire Kerazedi El Djemai, un projet de réaménagement de la salle des

soins d'Ouled Meâch, 2 projets de réalisation et renouvellement de l'éclairage public au centre-ville et dans certains villages limitrophes, ainsi que la modernisation de la route reliant entre Bouselah et la route nationale (RN) 88 et le réaménagement d'une annexe communale, ont encore détaillé les services de la wilaya. A signaler que d'autres opérations de développement accordées dans le cadre de la caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales et du fonds de développement des hauts plateaux et certains projets sectoriels centralisés, visant l'amélioration des conditions de vie des habitants, seront également inscrits au profit des dites communes.

L'Intelligence artificielle et ChatGPT

Suite et fin

L'Intelligence Artificielle (IA) peut avoir des applications utiles, mais elle peut également présenter des dangers pour l'humanité. L'émergence de systèmes d'armes létaux autonomes soulève des préoccupations croissantes quant à l'éthique de leur utilisation dans les conflits armés.

PAR : Ali Kahlane

Le tableau de la figure N°3 peut être alarmant, mais il est important de noter que ces craintes ne sont pas nécessairement des scénarios inévitables, mais plutôt des hypothèses sur les conséquences potentielles de la création d'une AGI. La plupart des experts en IA s'entendent pour dire que ces risques peuvent être atténués par une réglementation appropriée et une surveillance continue.

La violence de l'impact de ChatGPT est telle que les pays et les organisations de par le monde ont du mal à s'en remettre. Des pays l'interdisent et d'autres n'en pensent pas moins. A l'OCDE, une commission spéciale est en train de faire le point sur l'IA et son utilisation depuis le début de ce mois[3].

L'IA et notre contexte culturel

Dans le contexte algérien, l'IA peut offrir des avantages importants en termes de développement économique et de compétitivité. Cependant, il est important de reconnaître les défis uniques liés à l'utilisation de l'IA dans une région religieuse et traditionaliste comme notre pays. Les algorithmes doivent être conçus de manière à éviter les biais et les stéréotypes culturels qui pourraient nuire aux communautés locales. De plus, il est important d'assurer la transparence et la responsabilité des algorithmes pour garantir la confiance des utilisateurs.

Ces défis éthiques sont particulièrement importants car les algorithmes peuvent introduire des biais culturels et des stéréotypes qui ont des impacts négatifs sur les communautés locales, comme cela a été le cas dans d'autres parties du monde. Par exemple, les systèmes de reconnaissance faciale ont été critiqués par ailleurs, pour leur manque de précision dans l'identification des personnes de couleur ou de certaines cultures, ce qui peut entraîner des préjugés et des discriminations.

De plus, la vie privée est une préoccupation majeure pour les utilisateurs de l'IA, les algorithmes doivent être conçus de manière à protéger les données personnelles des utilisateurs et à garantir leur sécurité en ligne. La transparence et la responsabilité des algorithmes sont également importantes pour maintenir la confiance des utilisateurs, en leur permettant de comprendre comment les décisions sont prises et comment les données sont utilisées par le programme d'IA utilisé.

C'est pourquoi il est important de trouver un équilibre entre l'utilisation de l'IA pour améliorer la productivité et la qualité de vie, tout en prenant des mesures pour minimiser les pertes d'emplois et soutenir la reconversion professionnelle des emplois touchés.

Les applications de l'IA

Il convient de noter que l'utilisation de l'IA en Algérie est relativement nouvelle et que le développement de cette technologie dans le pays est encore en cours. Cependant, l'Algérie a pris des mesures pour encourager l'adoption de l'IA, notamment en créant un fonds d'investissement pour soutenir les start-ups travaillant

dans le numérique en général et le domaine de l'IA et en lançant une École nationale supérieure d'intelligence artificielle (ENSIA) et de mathématiques (ENSM).

L'Algérie utilise l'IA dans les services numériques pour améliorer l'expérience client et pour renforcer la cybersécurité. Dans les applications industrielles et les industries manufacturières, l'IA est utilisée pour optimiser les processus de production, améliorer la qualité des produits, automatiser les tâches répétitives et dangereuses, et pour la maintenance prédictive. En agriculture, l'IA est utilisée pour prédire les conditions météorologiques, surveiller la santé des cultures, optimiser les processus d'irrigation et améliorer l'efficacité des exploitations agricoles.

L'IA peut également être un outil puissant pour le développement économique et la création d'emplois dans notre pays. Les industries émergentes telles que la technologie numérique et les services basés sur l'IA offrent des opportunités pour les entrepreneurs locaux et le mouvement de startups pour créer encore plus d'entreprises innovantes et répondre à la demande croissante de la numérisation de notre pays.

Ces exemples montrent comment l'IA peut être utilisée pour améliorer les pratiques commerciales et agricoles et soutenir les industries locales en fournissant des informations précises et des analyses approfondies. Cependant, il est important de s'assurer que ces applications sont conçues de manière à éviter les biais culturels et à respecter la vie privée des utilisateurs algériens.

De plus, il est essentiel de reconnaître que l'adoption de l'IA peut également entraîner des pertes d'emplois dans certaines industries. Le gouvernement et les entreprises doivent travailler ensemble pour s'assurer que les travailleurs sont formés et disposent des compétences nécessaires pour s'adapter à l'automatisation croissante. De plus, l'IA doit être utilisée de manière responsable pour garantir que les avantages de la technologie sont répartis équitablement dans la société.

Enfin, l'IA peut être un outil précieux pour aider à fixer les talents locaux plutôt que de les perdre à l'étranger. Le gouvernement et les entreprises peuvent investir encore plus dans la formation et la recherche en IA pour attirer et retenir des talents locaux. Les programmes éducatifs peuvent également être développés pour encourager les jeunes à poursuivre des carrières dans le domaine de l'IA.

En conclusion

L'intelligence artificielle, malgré les défis et les préoccupations soulevés, offre un potentiel immense pour transformer notre monde de manière positive et inspirante. Les avancées dans le domaine de l'IA ont déjà montré des résultats impressionnants dans divers secteurs, améliorant la qualité de vie et stimulant la croissance économique.

En ce qui concerne les armes autonomes, il est crucial de continuer à travailler sur la régulation internationale et la coopération entre les pays pour éviter les conséquences potentiellement néfastes. Un avenir où l'IA est utilisée de manière responsable et éthique dans le do-

main militaire est possible grâce aux efforts collectifs des gouvernements, des organisations et des chercheurs.

Les chatbots basés sur l'IA, comme ChatGPT, peuvent être améliorés pour fournir des informations plus précises et fiables. Les collaborations entre humains et IA peuvent contribuer à minimiser les erreurs et optimiser les résultats obtenus, en créant un écosystème d'apprentissage et de croissance mutuels.

L'Intelligence Artificielle Générale (AGI) représente une étape passionnante pour l'évolution de l'IA, permettant des systèmes polyvalents et adaptables pour résoudre des problèmes complexes. Avec une réglementation adéquate et une surveillance continue, les risques associés à l'AGI peuvent être gérés, ouvrant la voie à des progrès technologiques sans précédent.

Dans le contexte algérien, l'IA offre des opportunités considérables pour stimuler le développement économique et la compétitivité. En adoptant une approche éthique et transparente, en évitant les biais culturels et en garantissant la protection des données, l'IA peut être intégrée harmonieusement dans la société algérienne, favorisant le progrès et la prospérité.

Les applications de l'IA dans les domaines des services numériques, de l'industrie, de l'agriculture et de l'économie ont le potentiel de révolutionner les méthodes traditionnelles et d'améliorer l'efficacité. En adoptant l'IA de manière responsable et en soutenant la formation et la reconversion des emplois, les avantages de la technologie pourront être répartis équitablement au sein de la société.

En somme, l'avenir de l'IA est prometteur et inspirant, il ouvre la porte à des possibilités infinies pour un monde meilleur et plus avancé. Ensemble, en abordant les défis de manière responsable et en travaillant en synergie avec l'IA, nous pouvons façonner un futur où l'innovation et l'éthique se rejoignent pour notre bien.

SOURCE : Care

[1] Le géant technologique chinois Alibaba a annoncé son intention de lancer son propre produit d'intelligence artificielle (IA) de type ChatGPT, appelé Tongyi Qianwen. 11 avril 2023. <https://www.bbc.com/news/business-65236848>

[2] Le nombre de questions était d'abord illimité au lancement, de Bng, puis après l'article de Kevin Roose dans le New York Time du 16 février 2023 où l'IA Sydney avait déclaré qu'elle était amoureuse de lui et a sous entendu qu'il devrait se débarrasser de sa femme car elle ne l'aime pas (!). Microsoft avait alors limité le nombre de questions à 15, pour finalement arriver à 5 aujourd'hui.

[3] <https://www.euractiv.com/section/artificial-intelligence/news/eu-lawmakers-set-to-settle-on-oecd-definition-for-artificial-intelligence/>

MAROC

Sécurité alimentaire et sécurité tout court

Face à la montée de la grogne sociale et la multiplication des manifestations dans plusieurs villes du pays en raison d'une inflation galopante, le gouvernement a fini par prendre la véritable mesure de la gravité du phénomène.

Depuis, le Premier ministre Aziz Akhannouch enchaîne les réunions avec les représentants des fédérations agricoles comme la Comader et la FIPEL. Objectif : provoquer une baisse des prix de certains produits agricoles notamment les légumes pour atténuer les effets de cette flambée vertigineuse sur le pouvoir d'achat des démunis qui n'en peuvent plus. Ce renchérissement que les campagnes de contrôle des prix d'avant et pendant les premiers jours de Ramadan n'ont pas réussi à stopper met en lumière une rupture de l'équilibre habituel entre l'activité de l'export des fruits et légumes et l'approvisionnement du marché national.

Derrière cette situation préoccupante, c'est tout l'écosystème des produits de la terre, construit de longue date, qui donne visiblement des signes d'essoufflement, révélés par une conjonction de facteurs internes et externes. En interne, est certainement en cause le recul des surfaces cultivées en raison de la baisse drastique du niveau des barrages dans un contexte de stress hydrique aggravé par l'instauration de la TVA sur toute la chaîne de production y compris les intrants et le matériel agricole (Le Canard avait alerté début mars sur « les ingrédients d'une nouvelle hausse en ébullition » qui risque de rendre « le tagine encore plus cher » à cause de l'instauration de cette TVA). Le tout assaisonné probablement d'une création monétaire excessive lors des deux années covid marquées par un arrêt de plus de 60% du tissu économique national et la distribution d'aides financières directes à des millions de citoyens confinés sans autre production que les résidus de la digestion. Tout comme la France et le « quoi qu'il en coûte » désastreux de son président, le Maroc paie aussi dans une certaine mesure ses largesses pour faire face à la réduction considérable d'activité et les pertes d'emplois. A l'international, la guerre en Ukraine et ses perturbations du marché des carburants et du gaz dont les prix tout comme ceux des intrants (produits phytosanitaires, semences...) se sont envolés. La raison du triplement du prix de la pomme de terre dans le commerce (12 Dh le kilo actuellement contre 4 DH) est à chercher certainement dans la pénurie mystérieuse des semences de ce tubercule très prisé par les Marocains. Impossible d'en trouver sur l'ensemble du réseau commercial national. Rupture dans la chaîne d'approvisionnement ou problème de spéculation ?

STATUT DE L'AUTO-ENTREPRENEUR EN TUNISIE

Un outil de migration vers l'économie formelle

Le statut de l'auto-entrepreneur a été conçu, en Tunisie, comme un outil de formalisation des travailleurs indépendants du secteur informel, selon des économistes tunisiens

Selon eux ; Il a été introduit en 2020, suite à la promulgation du décret loi N°2020-33 et ce n'est qu'avec la loi de finances 2023 que les contours de ce nouveau régime se sont précisés.

La question de l'auto-entrepreneur a été récemment débattue lors d'un webinaire qui a été organisé par l'ace sous le thème « Qui doit bénéficier du statut d'auto-entrepreneur ? », auquel ont pris part des représentants de la société civile et de l'administration.

Lors de ce débat, il était question de mettre en lumière les apports de ce nouveau régime mais aussi les écueils de la loi sur le statut de l'auto-entrepreneur. Selon les intervenants, ce nouveau régime permet aux opérateurs économiques informels de s'affranchir des verrous administratifs et financiers qui les empêchent d'obtenir une patente ou de créer une entreprise à part entière, et ce, en ayant accès à des avantages financiers et sociaux.

Les travailleurs indépendants informels, 17% de la population active

« La phase d'implémentation du statut de l'auto-entrepreneur est désormais finalisée. Le gouvernement s'est penché sur la prochaine étape, à savoir la mise en place de la plateforme d'auto-entrepre-

neur qui va permettre aux opérateurs concernés de s'inscrire à ce nouveau régime », a affirmé Jihène Gaza, chargée du suivi du travail gouvernemental.

Revenant sur le processus de mise en place du nouveau statut, la responsable a rappelé que le projet a réellement démarré en 2016 à l'initiative de la société civile et a pu finalement voir le jour en 2020, grâce à un décret-loi qui introduit pour la première fois le concept de l'auto-entrepreneur.

De son côté, Asma Ben Hassan, présidente de l'Institut tunisien pour l'emploi inclusif (Tili), a souligné que le régime de l'auto-entrepreneur est un outil de migration de l'économie informelle vers l'économie formelle. Selon elle, il s'agit d'une alternative qui permet aux travailleurs indépendants du secteur informel (qui représentent plus de 17% de la population active) de contourner les procédures administratives dissuasives et d'échapper au coût de financement excessif que peut avoir la création d'un projet. « Contrairement à ce que la majorité pense, les travailleurs de l'informel veu-

lent changer de statut. Le régime de l'auto-entrepreneur peut être une solution pour les intégrer dans le secteur formel puisqu'il va leur permettre de bénéficier d'une couverture sociale et d'échapper à la stigmatisation sociale qui leur pèse », a-t-elle ajouté.

Pourquoi certains métiers sont exclus ?

Ombre au tableau : les « freelancers » qui exercent certains métiers créatifs se trouvent exclus du régime de l'auto-entrepreneur. C'est ce que déplore le président de l'association des « freelancers » dans les secteurs créatifs, qui estime que ce nouveau statut peut résoudre une partie des problèmes auxquels sont confrontés les « freelancers ». Abondant dans ce sens, Mohamed Rahmani, chef du projet « l'auto-entrepreneur », a souligné que le régime de l'auto-entrepreneur peut offrir plusieurs avantages aux « freelancers » étant donné le processus digitalisé et rapide d'octroi du statut (15 jours), l'accès à la couverture sociale et les avantages fiscaux dont il peut bénéficier.

Évoquant l'importance du registre de l'auto-entrepreneur

qui verra bientôt le jour, Adel Chouari, directeur général du Registre national des entreprises (RNE), a indiqué que ce nouveau régime devrait permettre, entre autres, de reconnaître les nouveaux métiers qui ne sont pas encore classés dans la nomenclature des activités.

De son côté, Hanen Marzouk, directrice à la Direction générale des études et de la législation fiscale au ministère des Finances, a expliqué que le régime de l'auto-entrepreneur concerne tous les secteurs d'activité à l'exception de l'agriculture et les métiers non commerciaux. Ainsi, toute personne physique exerçant individuellement dans un de ces secteurs d'activité et dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas les 75 mille dinars peut bénéficier de ce statut sur une durée maximale de 7 ans. D'après la responsable, cette démarche de choix des activités concernées par le régime de l'auto-entrepreneur s'inscrit dans le cadre de la mise en adéquation entre le nouveau régime et le système fiscal en vigueur.

MAURITANIE

Lancement d'importants projets et programmes à Nouadhibou de Djéol

Le délégué général à la solidarité nationale et à la lutte contre l'exclusion, « Taazour », M. Mohamed Ali Ould Sid Mohamed, a supervisé au quartier « Tarhil » à Nouadhibou, le lancement d'un certain nombre de projets et programmes au profit de certains citoyens de la capitale économique. Ces programmes comprennent l'assurance maladie, un soutien aux familles nécessiteuses, des projets générateurs de revenus, un soutien aux coopératives à travers Taazour, en plus du dessalement de l'eau de mer à Nouadhibou, qui devrait être mis en œuvre très prochainement au profit des agriculteurs. Le délégué général à la Solidarité Nationale et à la Lutte contre l'Exclusion Taazour a exprimé, dans une allocution à cette occasion, sa joie de superviser le lancement de ces importants programmes menés par son institution en réponse aux promesses de Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani visant à soutenir les franges les plus vulnérables afin de favoriser leur insertion

dans le tissu social et économique du pays. Il a ajouté que ces programmes et projets bénéficieront à toutes les communes, soulignant la part importante de Nouadhibou à travers le projet de développement intégré 2023. Ainsi celle-ci s'élève à : 49 activités génératrices de revenus ; 12 prêts concessionnels d'un montant total dépassant 62 millions d'anciennes ouguiyas ; le financement de 70 coopératives de production pour un montant de 24 millions d'anciennes ouguiyas et la présentation d'un appui financier direct au profit de 420 familles nécessiteuses au niveau de Nouadhibou d'un montant de 50 000 anciennes ouguiyas pour chaque famille, soit une enveloppe financière de 21 000 000 d'anciennes ouguiyas. M. Mohamed Ali Ould Sid Mohamed a souligné que son département commencera, dans les prochains jours, à distribuer environ 100 millions d'anciennes ouguiyas au profit de 3400 familles nécessiteuses dans le cadre de distributions monétaires permanentes. De même, le premier lot de cartes d'assurance maladie sera distribué soit : 9867 cartes sur : 24477

cartes représentant la part de Nouadhibou de l'assurance maladie universelle, promise par Son Excellence le Président de la République, et dont Taazour a supervisé la mise en place à 100%.

M. Mohamed El Mamy Ould Ahmed Bezd, président du Conseil Régional de Nouadhibou, a souligné l'importance de ces projets et interventions, louant la politique de Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, qui donne la priorité aux citoyens vulnérables.

Les bénéficiaires de ces programmes ont également exprimé leurs sincères remerciements au Président de la République, pour sa bienveillance et son soutien généreux en faveur des citoyens nécessiteux de Nouadhibou. La cérémonie de lancement de ces projets s'est déroulée en présence du wali mouçaid de Dakhlet Nouadhibou, M. Mohamed Abdel Wahab Ould Mohamed Vadel, du hakem de Nouadhibou, M. Sid Ahmed Ould Houeibib, et des autorités administratives et d'autres responsables de la wilaya.

TRANSACTIONS DE MOBILE MONEY RÉALISÉES DANS LE MONDE EN 2022

L'Afrique représente plus des deux tiers

L'Afrique demeure l'épicentre du Mobile Money. Dans le monde, le nombre de comptes a doublé durant ces 5 dernières années, en grande partie du fait de l'Afrique.

L'impressionnant développement du secteur cache cependant de fortes disparités entre les sous-régions du continent.

LAfrique a accaparé 66,3% de la valeur globale des transactions de mobile money réalisées dans le monde en 2022, selon un rapport publié le 18 avril par l'Association mondiale des opérateurs et constructeurs de téléphonie mobile (GSMA). Intitulé « The state of the industry report on mobile money 2023 », le rapport précise que 836,5 milliards de dollars ont transité par le mobile money sur le continent en 2022, ce qui représente une

augmentation de 22% par rapport à 2021.

L'activité du mobile money dans le monde. La valeur des transactions recensées à l'échelle mondiale a atteint 1260 milliards de dollars durant l'année écoulée, un montant en hausse de 13% comparativement à l'année précédente.

L'Afrique a également accaparé 69,2% du volume total des transactions d'argent mobile répertoires l'an passé dans le monde. Le continent a enregistré environ 45 milliards de

transactions (+21% par rapport à 2021) sur un total de 65 milliards de transactions enregistrées sur la planète (+19%). Sur un autre plan, l'Afrique concentre 48,8% du nombre total des comptes de mobile money à l'échelle mondiale. A fin 2022, quelque 781 millions de comptes ont été recensés sur le continent (+17% par rapport à 2021) sur un total de 1,6 milliard de compte dans le monde (+13%).

Le rapport indique dans ce cadre qu'il a fallu 16 ans à l'industrie du mobile money pour

atteindre ses premiers 800 millions de comptes, mais cinq années seulement pour amasser 800 millions de comptes supplémentaires. L'Afrique a été le principal moteur de cette croissance, qui s'est beaucoup accélérée depuis le début de la pandémie du coronavirus en novembre 2019. Cette croissance du mobile money cache cependant de fortes disparités entre les diverses sous-régions de ce continent, qui compte 166 services de mobile money actifs sur un total de 315 services dans le monde.

ETHIOPIE

Des entreprises chinoises vont investir 600 millions \$ dans le développement d'un parc industriel

Le parc industriel comprend des usines de ciment, de métaux et de chaux. Outre la satisfaction des besoins de l'Ethiopie en ces matériaux de construction, ses promoteurs ambitionnent d'exporter une partie de la production à travers les ports de Djibouti situés à proximité.

Le groupe d'ingénierie chinois Sinoma International Engineering et la société National West International Holding Building Materials Holding Company, une coentreprise sino-éthiopienne, ont signé un accord de partenariat pour construire un parc industriel en Ethiopie pour un investissement de 600 millions de dollars, a rapporté

l'agence de presse chinoise Xinhua Selon les termes de cet accord, Sinoma International Engineering se chargera de l'ingénierie, de l'approvisionnement et des travaux de construction du parc industriel situé dans la région de Melka-Jebdu (environ 450 km à l'est d'Addis-Abeba). Ce parc comprend une cimenterie ainsi qu'une usine de métaux et une usine de chaux.

« Une fois achevé, le parc industriel de Melka-Jebdu sera en mesure de produire 6 000 tonnes de ciment et 1 000 tonnes de chaux par jour, ainsi que 700 000 tonnes de métaux par an », a précisé Buzuayehu Tadele, prési-

dent du conseil d'administration de la National West International Holding Building Materials Holding Company. Selon lui, la proximité du parc industriel avec les ports de Djibouti permettra d'exporter une partie de la production des diverses usines. S'exprimant lors de la cérémonie de signature de l'accord, la ministre éthiopienne de l'Urbanisme et des Infrastructures, Chaltu Sani, a indiqué que le projet « contribuera à lutter contre la pénurie de ciment et d'autres matériaux de construction en Ethiopie, où le secteur de la construction est en plein boom ».

ÉGYPTÉ

1,5 milliard \$ pour l'achat de blé auprès des producteurs locaux en 2023

LÉgypte est le premier importateur mondial de blé. Dans le pays, l'exécutif souhaite cependant améliorer son approvisionnement domestique en mettant en œuvre des mesures incitatives au sein de l'appareil productif.

En Égypte, le gouvernement a alloué une enveloppe de 45 milliards de livres (1,5 milliard \$) en 2023 pour financer les achats de blé auprès des producteurs locaux durant la saison de récolte qui s'étend de la mi-avril à la mi-août. L'annonce a été faite dans un communiqué publié le 21 avril dernier.

Ce montant affiche une hausse de

74 % par rapport aux 26 milliards de livres (841,4 millions \$) déboursées un an plus tôt. Selon Mohamed Maaït, ministre des Finances, cette croissance du budget devrait permettre de soutenir le coût supplémentaire lié à la revalorisation du prix d'achat aux producteurs du kilogramme de blé. Ce dernier tarif atteint actuellement 10 livres (0,32 \$) actuellement contre un tarif de 5,7 livres (0,17 \$) qui était en vigueur un an plus tôt.

« L'augmentation du prix d'achat du blé s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des directives présidentielles visant à soutenir les agricul-

teurs et à les encourager à développer les cultures stratégiques telles que le blé, de manière à contribuer à l'autosuffisance », peut-on lire dans le communiqué.

Rappelons que dans le pays des pharaons, l'exécutif ambitionne d'acquiescer près de 4 millions de tonnes de blé auprès des producteurs locaux pour le compte de l'année 2023. Selon les dernières estimations de l'USDA, la récolte de la céréale est attendue en hausse d'environ 9 % pour s'établir à près de 10 millions de tonnes au terme de la saison.

DIVIDENDES

En 2022, Safacam rapporte 2 milliards de FCFA à Bolloré et 266 millions à l'État du Cameroun

La Société forestière agricole du Cameroun (Safacam) affiche un bénéfice net de 2,747 milliards de FCFA en 2022, selon les résultats publiés par la filiale locale du luxembourgeois Socfin spécialisée dans la production et la commercialisation de l'huile de palme et de l'hévéa. Cette performance, qui devra encore être validée par l'assemblée générale, est en hausse de 11% par rapport à 2021. Le conseil d'administration de l'agro-industriel, listé à la Bourse des valeurs mobilières d'Afrique

centrale (Bvmac), a décidé d'attribuer l'intégralité de son bénéfice annuel à ses actionnaires au titre des dividendes, soit 2210 FCFA par action.

Pour les actionnaires boursiers, le dividende net hors impôt sur le revenu des capitaux immobiliers (11%) est de 1966,9 FCFA contre 1776,44 FCFA l'an dernier. Les actionnaires non cotés et domiciliés au Cameroun et à l'étranger (hors France) percevront 1845,35 FCFA (IRCM 16,6%) par action contre 1878,5 FCFA (IRCM 15%) pour les actionnaires domiciliés en

France et 1480,7 FCFA (IRCM 33%) pour les actionnaires domiciliés dans un pays considéré comme un paradis fiscal. Calculecte en main, le groupe Bolloré, majoritaire au sein du conseil d'administration (68,84% des parts), devrait s'en tirer avec 1,990 milliard de FCFA. Les titulaires d'actions cotées à la Bvmac (20%) percevront 488,577 millions de FCFA contre 265,863 millions pour l'État du Cameroun à travers la SNI, qui détient 11,16% du capital de cette entreprise. Les bénéfices distribués ont été

obtenus malgré une « hausse spectaculaire » des coûts des intrants. Selon l'agro-industriel, cette performance a été réalisée grâce à une embellie de 4% sur la production de caoutchouc qui a induit en parallèle une progression de 15% du chiffre d'affaires sur ce segment. Cet indicateur aurait enregistré une marge de progression plus élevée si Safacam n'avait pas fait face à des « difficultés de recrutement et de conservation de la main-d'œuvre pour les opérations de saignée ».

MADAGASCAR

Construction d'un aqueduc de 73 millions \$ dans le Grand Sud

En Afrique, Madagascar est l'un des pays les plus exposés aux phénomènes climatiques extrêmes, dont la sécheresse. Cette situation, qui touche durement l'agriculture, contribue à rendre les ménages agricoles plus vulnérables.

À Madagascar, le président Andry Rajoelina a donné le 25 avril, le coup d'envoi de la construction d'un aqueduc dans la région du Grand Sud. Selon les informations relayées par Xinhua, les travaux de construction sont prévus pour durer une année. D'un coût total de 73 millions \$, l'infrastructure s'étendra sur une longueur de 97 km pour conduire de l'eau potable et pour l'irrigation des terres à travers 60 villages répartis dans trois districts. Dans les détails, la nouvelle infrastructure, une fois opérationnelle, devrait permettre à 500 000 personnes d'avoir un meilleur accès à l'eau potable et irriguer une superficie combinée de 80 000 hectares de terres agricoles à terme. Il est également prévu d'installer 120 points d'eau d'abreuvement pour le bétail au profit des éleveurs de la région.

LUTTE CONTRE LA VIE CHÈRE

Au Cameroun, Carrefour s'engage à geler les prix de 100 produits pendant 100 jours

En réponse à l'appel du ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, à s'associer à la croisade contre la vie chère au Cameroun, lors de l'inauguration de son 6e supermarché dans le pays, le 29 mars 2023 à Douala, le groupe de grande distribution Carrefour vient d'annoncer au gouvernement le lancement d'une opération spéciale de soutien des prix à la consommation.

Selon un communiqué rendu public ce 25 mars 2023 par le ministre du Commerce, cette opération prend la forme d'un gel des prix de 100 produits phares pendant une période de 100 jours. « Cette opération spéciale de gel des prix, qui a démarré le lundi 24 avril 2023, s'achèvera, dans sa première phase, le mardi 1er août 2023, et s'étend sur l'ensemble des supermarchés et centres commerciaux Carrefour implantés dans notre pays », précise-t-il, tout en réitérant son appel aux autres opérateurs du secteur de la grande distribution.

L'impact de cette mesure sur le pourcentage d'achat des ménages reste à démontrer. L'engagement de Carrefour est de ne pas augmenter les prix sur 100 produits pendant 100 jours. Mais, on ignore pour l'instant la liste des produits concernés et rien ne dit que leurs prix devraient forcément augmenter sur la période. Depuis la hausse des prix des matières premières à l'international après le Covid-19, réalité aggravée par le conflit en la Russie et l'Ukraine, le Cameroun, comme de nombreux pays dans le monde, fait face à une inflation soutenue dans les marchés. Selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI), le niveau général des prix dans le pays devrait atteindre plus de 6% en 2023, soit deux fois le seuil de tolérance de 3% admis dans la zone Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Tchad, RCA et Guinée équatoriale). Cette prévision est d'autant plus plausible que depuis le 1er février 2023, le gouvernement a dû revaloriser les prix du super, du gasoil et du pétrole utilisés par les entreprises, pour réduire la subvention à la consommation des produits pétroliers.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TISSEMSILT
DAIRA DE TISSEMSILT
COMMUNE DE TISSEMSILT
NIF : 092438019012731

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° 04 /2023

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale de Tissemsilt, lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation des projets suivantes :

01-Renovation du reseau d'assainissement cité BOUDERMES KADOUR

02-Renovation partielle du reseau d'assainissement a hai echahid HALLAS Kouider

Les entreprises qualifiées et intéressées par le présent avis, qui disposent de moyens matériels et humains nécessaires pour la réalisation des travaux objet du présent cahier des charges (Conformément aux articles 53 et 57 du décret présidentiel n° 15-247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public). Peuvent contacter le bureau des marchés de la commune de Tissemsilt pour retirer les cahiers de charge contre le paiement de 4000.00 DA (Frais de documentation) pour chaque cahier de charge. Les offres doivent être accompagnées des pièces administratives et réglementaires (copie conforme et valide au jour de l'ouverture des plis).

- LES CAPACITES MINIMALES :

- Projet 01 : * Certificat de qualification et classification Catégorie 03 et plus activité principale travaux hydraulique.
- * références professionnelle (une (01) Attestation de bonne exécution projet (réseau d'assainissement) durant les cinq dernières années numérotées signées et datées par le maître de l'ouvrage.
- * moyenne chiffre d'affaire des trois dernières années(2019.2020.2021)≥5.000.000.00 DA
- Projet 02 : * Certificat de qualification et classification Catégorie 02 et plus activité principale travaux public.
- * références professionnelle (une (01) Attestation de bonne exécution projet (réseau d'assainissement) durant les cinq dernières années numérotées signées et datées par le maître de l'ouvrage.
- * moyenne chiffre d'affaire des trois dernières années(2019.2020.2021)≥1.500.000.00 DA
- * **CONTENU DU DOSSIER DE LA SOUMISSION :**

LE DOSSIER DE CANDIDATURE	L'OFFRE TECHNIQUE	L'OFFRE FINANCIERE
<ul style="list-style-type: none"> * Le prix de la documentation d'une somme de 4000.00 DA * La déclaration de candidature remplis, signées et datées * La déclaration de probité remplis, signées et datées * Les statuts pour les sociétés * Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise. * Certificat de qualification et classification professionnelles demandées en cahier de charge en cours de validité * Références professionnelles (attestations de bonne exécution des projets similaires) * Copie de la carte d'immatriculation fiscale (NIF). * Copie du registre de commerce électronique * Attestation de dépôt régularisé des comptes sociaux pour les sociétés (CIRC) année 2022 * Copies des attestations parafiscales et d'organisme de sécurité (CRAS, CASNOS, CACOBATHI). * Copie de l'extrait de rôle assuré ou avec échéancier en cours de validité * moyens humains, matériels. * Les bilans des trois dernières années 	<ul style="list-style-type: none"> * Une déclaration à soucrire remplis, signées et datées * Planning d'exécution des travaux signés datées et paraphés * Le cahier des charges remplis, signées et datées portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ». * Un mémoire technique justificatif (Selon le formulaire ci-joint) remplis, datées et signées par le soumissionnaire. 	<ul style="list-style-type: none"> * La lettre de soumission remplis, signées et datées * Le bordereau des prix unitaires (BPU) remplis, datée et visée par le soumissionnaire * Le détail quantitatif et estimatif (DQE) remplis, datée et visée par le soumissionnaire

OBS : Les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché public qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de sa saisine, et, en tout état de cause, avant la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché

Les offres doivent être déposées au secrétariat général de la commune de TISSEMSILT wilaya de TISSEMSILT sous une enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres -appel d'offres- INTITULE DE PROJET

Cette enveloppe doit comporter trois enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention: dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas.

La date de dépôt des offres est fixée au Quinzième (15) jour avant 12h 00 à compter de la 1ere parution de l'avis d'appel d'offres dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP. Si ce jour coincide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis à 14 h 00 aura lieu en séance publique au siège de l'APC de Tissemsilt.

—Les Enjeux Eco: 27/04/2023

—ANEP 2316010268

Les Enjeux
Eco

Le quotidien de l'Economie

Les Enjeux
Eco

Publicité

Appelez le

06 98 16 55 54

POUR PROMOUVOIR L'INVESTISSEMENT

Bruxelles propose d'assouplir les règles budgétaires de l'UE

Bruxelles dévoile ce mercredi une modernisation des règles budgétaires de l'UE, largement obsolètes, afin de donner plus de marge de manœuvre aux États membres pour investir, tout en réduisant les dettes excessives et en libérant la croissance. L'exécutif européen va présenter une proposition législative, qui précise ses intentions.

Le texte sera ensuite débattu pendant plusieurs mois par les euro-députés et les 27 pays membres toujours très divisés sur le sujet. Bruxelles lâche du lest. L'exécutif européen, qui a dévoilé, ce mercredi, une modernisation des règles budgétaires de l'Union européenne, présentera, en début d'après-midi une proposition législative, qui précise ses intentions. Le texte sera ensuite débattu pendant des mois par les euro-députés et les 27 pays membres toujours très divisés sur le sujet. Afin de promouvoir l'investissement, la Commission souhaite, en effet, donner aux États plus de marge de manœuvre dans leur redressement budgétaire, en tenant compte de leur situation particulière. Elle leur accorderait aussi plus de temps pour réduire leur endettement en échange de réformes et d'investissements.

Ces règles, rassemblées dans le Pacte de stabilité, avaient été suspendues début 2020 pour éviter un effondrement de l'économie européenne touchée par la pandémie. Malgré la guerre en Ukraine, le Pacte doit être réactif fin 2023 alors que la crise a fait exploser la dette des pays les plus fragiles et qu'il n'est plus applicable en l'état. La Commission européenne avait publié en novembre ses pistes pour assouplir ce corset budgétaire qui limite le déficit des administrations publiques des États membres à 3% du produit intérieur brut national et la dette publique à 60% du PIB.

Les règles existantes n'ont jamais été appliquées

Avant que ne débute le débat entre les pays, il n'existe qu'un véritable point de consensus : le constat de l'échec des règles existantes. La dette des pays de l'UE s'est envolée après la crise financière de 2008, puis de nouveau après la crise du Covid en 2020. Elle culmine aujourd'hui à près de 150% du PIB en Italie et quelques 110% en France, très au-dessus des seuils maximum fixés par les règles européennes. Dans le même temps, l'Europe a bridé ses efforts dans le numérique, la transition verte ou la défense et subit encore un décrochage économique par rapport à l'Asie ou les États-Unis. En théorie, le Pacte de stabilité oblige les États à réduire l'excédent de dette au-dessus de 60% d'1/20e par an, une règle jugée trop sévère car elle imposerait une cure d'austérité destructrice aux pays les plus endettés. Elle n'a, dans les faits, jamais été appliquée.

Les « frugaux » s'opposent aux surendettés

Parmi les États membres, deux camps s'opposent. Les pays dits « frugaux » d'Europe du Nord, menés par l'Allemagne, réclament une application plus stricte du Pacte. Selon eux, le cadre qui se voulait rigide a laissé place à une mise en œuvre politisée et trop accommodante de la part de la Commission. Les pays du Sud surendettés, comme l'Italie

dont la dette atteint 150% du PIB, jugent le carcan trop sévère. Ils estiment qu'il impose une pression trop forte sur les budgets nationaux et pénalise l'investissement public. « Nous n'avons pas investi comme nous l'aurions dû (et) le désendettement a échoué peut-être parce que nos règles étaient irréalistes », a pointé en novembre le commissaire européen à l'Économie, Paolo Gentiloni, assurant que le plan de l'exécutif permettrait aux pays membres d'adopter « un cap bien plus souple ». Concrètement, Bruxelles proposait en novembre de définir pour chaque État membre une trajectoire budgétaire de référence sur une période de quatre ans, adaptée à sa situation financière afin d'atteindre « de façon crédible un déficit qui resterait sous 3% du PIB ».

Ce projet a mécontenté l'Allemagne qui craint une réduction des déficits à la carte, chaque pays négociant son propre ajustement au détriment de l'équité entre les Vingt-Sept. Elle a donc insisté pour des objectifs minimaux contraignants de réduction de dette s'imposant à tous. « L'Allemagne n'a pas confiance dans la capacité de la Commission et d'autres pays membres, essentiellement du sud, à mettre en œuvre les ajustements budgétaires adéquats », estime Andreas Eisl, chercheur à l'Institut Jacques Delors. « Toute la difficulté pour la Commission est de trouver le bon équilibre entre un ajustement budgétaire spécifique à chaque pays et des règles chiffrées communes ».

BREXIT

Attention aux «valeurs britanniques» dans les négociations avec les pays du Golfe

Les négociations du Royaume-Uni avec les six pays arabes du Golfe en vue d'un accord de libre-échange post-Brexit «ne doivent pas compromettre les valeurs britanniques», notamment sur les droits humains et l'environnement, ont appelé mercredi les députés britanniques dans un rapport parlementaire. La commission parlementaire au Commerce international fait part de ses préoccupations «en matière de droits humains et de normes environnementales faibles et appelle le gouvernement à veiller à ce que les valeurs et obligations du Royaume-Uni ne soient pas compromises» par un futur accord, selon un communiqué. Les députés britanniques s'inquiètent en particulier de «violations substantielles et persistantes (...) des droits des femmes, de la communauté LGBTQ+ et du droit du travail», poursuit ce communiqué. Le Royaume-Uni négocie depuis le Brexit des accords commerciaux tous azimuts et a lancé fin 2021 des négociations avec le Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui compte l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Qatar, Bahreïn, le Koweït et Oman.

Le gouvernement avait dit vouloir «libéraliser le commerce avec un marché en croissance» tout en renforçant les liens «avec une région vitale pour nos intérêts stratégiques». Un accord commercial avec le CCG «représente bien sûr une opportunité économique potentielle pour le Royaume-Uni», selon Angus Brendan MacNeil, président de la commission au Commerce international, cité dans le communiqué.

Les parlementaires relèvent notamment des bénéfices potentiels pour les secteurs de l'agroalimentaire, des technologies vertes, des biens renouvelables et des services financiers. Mais un tel accord «définira aussi comment nous nous percevons en tant que société, comment nous sommes perçus dans le monde et dira si nous sommes disposés à mettre nos valeurs sur les droits humains et l'environnement sur la table des négociations», a poursuivi Angus Brendan MacNeil.

Dans le cadre de ses efforts pour renforcer ses relations commerciales hors Union européenne depuis le Brexit, Londres avait annoncé fin mars la conclusion d'un accord pour rejoindre le partenariat de libre-échange transpacifique (CPTPP) après 21 mois de négociations. Depuis sa sortie effective de l'Union européenne au 1er janvier 2021, le Royaume-Uni a notamment conclu des traités commerciaux avec l'UE et d'autres États européens, mais aussi avec des pays plus lointains comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande ou Singapour. Des discussions sont en cours avec l'Inde ou le Canada. En revanche, l'accord tant espéré avec les États-Unis se fait attendre.

LE PRÉSIDENT D'AIRBUS PRÉVIENT :

Le plan climat américain est «très dangereux pour l'Europe»

Guillaume Faury, au micro de France Inter ce mercredi matin a expliqué que l'IRA était positif pour l'aviation mais très négatif pour le Vieux continent.

Le plan colossal des États-Unis pour accélérer la transition vers les énergies vertes est «très dangereux pour l'Europe», a mis en garde mercredi le président exécutif d'Airbus, en appelant le Vieux continent à aller au-delà des «demi-mesures» actuelles. L'«Inflation Reduction Act» (IRA), le grand plan climat du président américain Joe Biden, prévoit 370 milliards de dollars d'investissements en faveur de la lutte contre le changement climatique : batteries de voitures électriques, panneaux solaires, mais aussi carburant d'aviation durable, d'origine non fossile.

«L'IRA est un «package» qui, vu de l'aviation, est très positif, mais qui vu de l'industrie européenne est très négatif», a résumé sur France Inter Guillaume Faury, dirigeant de l'avionneur européen qui possède des usines des deux côtés de l'Atlantique. «Il est très positif d'un point de vue de l'aviation parce qu'il subventionne très fortement la transition sur les carburants, et on voit la vitesse à laquelle l'industrie s'adapte à ce que font les États-Unis, et on voit énormément d'investissements là-bas, on va pouvoir acheter des carburants décarbonés à des prix très compétitifs», a remarqué le dirigeant d'entreprise. En revanche, «ça attire des investissements aux États-Unis, donc c'est défavorable à l'industrie européenne», a poursuivi Guillaume

Faury. «En tant qu'Européen je pense que l'IRA est très dangereux pour l'Europe, et l'Europe a beaucoup de mal à réagir», a-t-il regretté. «L'Europe a choisi des méthodes qui sont plus coercitives avec des taxes, des barrières, pour essayer de transformer son industrie, et effectivement c'est beaucoup plus intéressant d'aller où il y a des aides que là où il y a des problèmes, des taxes. Et donc les États-Unis sont en train de déstabiliser le jeu», a analysé le patron d'Airbus. «Il faut que les Européens s'inspirent» du dispositif américain, a-t-il plaidé : «pour l'instant il n'y a que des demi-mesures qui ont été mises en place, et je suis inquiet de la capacité de l'Europe, ou de l'incapacité de l'Europe, à aller aussi vite, aussi fort».

FRANCE/NUCLÉAIRE

L'Autorité de sûreté valide le plan anti-fissure d'EDF

Le calendrier présenté par EDF mi-mars pour contrôler les soudures à risque de fissures dans ses réacteurs nucléaires vient d'être jugé «approprié» par l'Autorité de sûreté nucléaire. L'électricien s'est engagé à passer en revue 92% d'entre elles d'ici la fin de l'année. Des opérations qui n'entachent pas ses objectifs de production pour 2023, même si ses performances du premier trimestre ont été plombées par les grèves. Feu vert pour EDF. L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) s'est prononcée sur le plan de contrôle de l'électricien français pour contrôler les tuyauteries jugées les plus à risque d'un nouveau type de fissures dans ses centrales nucléaires. Pour rappel, le groupe fait face à une série noire depuis octobre 2021. Tout a commencé par la découverte d'une micro-fissure dans une de ses centrales les plus récentes et puissantes, un phénomène appelé «corrosion sous contrainte». EDF avait été forcé de lancer un grand plan de contrôle et de réparations, revu en décembre dernier, qui a conduit à l'arrêt de nombreux réacteurs en pleine crise énergétique. Un programme de contrôle qu'EDF a encore dû réviser après la découverte d'une nouvelle fissure, très importante, dans une conduite du réacteur numéro un de la centrale de Penly, en Seine-Maritime. L'ASN a rendu public son avis dans un communiqué publié mardi 25 avril. «Mi-mars, l'ASN a pris acte de cette stratégie amendée,

qui inclut un renforcement des contrôles sur les soudures réparées, tout en demandant que le dialogue technique se poursuive, afin de s'assurer de la pertinence du calendrier envisagé pour les contrôles sur les soudures prioritaires», a-t-elle rappelé. «À la suite de ces échanges, l'ASN considère ce calendrier comme approprié», a fait savoir l'institution. L'Autorité précise que les «échanges techniques» avec EDF «ont porté plus particulièrement sur les réacteurs qui présentent (...) des soudures dont le contrôle est jugé prioritaire», soit le réacteur 1 de la centrale de Nogent-sur-Seine et le réacteur 2 de la centrale de Cruas. Des «mesures d'exploitation vont être mises en œuvre» sur ces deux réacteurs «jusqu'à leurs arrêts programmés, prévus en septembre 2023». Ce matin, EDF a salué dans un communiqué le fait que l'ASN «a indiqué considérer approprié le calendrier envisagé pour les contrôles sur les soudures prioritaires».

Un an pour tout contrôler

Au total, il y a 320 soudures suspectes dans les 56 réacteurs français. Parmi elles, 69 sont prioritaires, selon EDF. L'objectif annoncé est d'en contrôler 92% d'ici la fin de l'année. Les 8% restantes le seront début 2024 lors de l'arrêt prévu des réacteurs concernés.

Un calendrier confirmé par l'ASN : «90% des soudures réparées, identifiées comme prioritaires par EDF du fait de leurs conditions de réparation, seront ainsi contrôlées avant la fin de l'année 2023, et l'ensemble de ces soudures le sera d'ici le premier trimestre 2024».

Malgré ces contrôles, le dossier «ne nécessite pas de modification de programmation des arrêts de réacteurs, ce qui est prévu pour 2023 ou 2024», expliquait en mars Régis Clément, directeur adjoint du parc nucléaire EDF.

Des doutes sur la production 2023

Le groupe maintient d'ailleurs ses objectifs pour cette année. «À date, l'estimation de production nucléaire en France pour 2023 reste dans la fourchette 300-330 térawattheure (TWh)», explique-t-il dans son communiqué. Soit une plage légèrement supérieure à 2022.

Reste à savoir si l'électricien sera en mesure de la respecter. Car, au cours du premier trimestre, l'entreprise publique n'a produit que 84,9 TWh d'électricité nucléaire, contre 91,7 TWh à la même période l'année précédente, soit un recul de 7,4%. Une piètre performance qui s'explique par les baisses de charges et le retard sur les programmes de maintenance induits par les mouvements sociaux depuis le début de l'année.

WALL STREET

En chute sur des trimestriels jugés décevants

La Bourse de New York est repartie à la baisse mardi dans un marché aux prises avec une avalanche de résultats trimestriels souvent assez mal accueillis : le Dow Jones a perdu 1% à 33531 points et le Nasdaq Composite, 2% à 11799 points.

Parmi les groupes ayant publié leurs comptes ce jour, le logisticien UPS -souvent considéré comme un baromètre de l'activité économique- a décroché de 10% après des performances jugées décevantes au titre des trois premiers mois de l'année. GE Healthcare a lui aussi été lourdement sanctionné (-8,4%), tandis que General Motors a lâché 4%, Halliburton 3,5%, General Electric 1,7%, et seules quelques rares annonces ont été bien accueillies, comme celles de PepsiCo (+2,3%) ou de Kimberly-Clark (+1,6%).

Dans ce contexte, l'heure semblait être aux prises de bénéfices. "Nous conseillons de tirer parti de toute vigueur des cours consécutives aux publications de premier trimestre pour s'alléger", recommandaient ainsi les analystes de JPMorgan.

Cette tendance négative a été confortée par l'indice de confiance du consommateur américain calculé par le Conference Board, qui s'est dégradé à 101,3 en avril, contre 104 en mars, renforçant encore un peu plus le scénario d'une prochaine récession.

Toujours du côté des statistiques, les ventes de logements neufs aux Etats-Unis ont bondi de 9,6% au mois de mars pour atteindre un volume annualisé et corrigé des variations saisonnières de 683.000, bien supérieur au consensus de marché.

Les Bourses chinoises ouvrent en baisse

La Bourse de Hong Kong a ouvert en baisse mercredi 26 avril, après le plongeon de Wall Street alimenté par les inquiétudes du secteur bancaire et les craintes plus générales de récession.

L'indice Hang Seng a baissé de 0,5%, à 19.520,97 points.

L'indice composite de Shanghai a également baissé de 0,5%, à 3.250,06 points, tandis que celui de Shenzhen, la deuxième Bourse de Chine, est en retrait de 0,2% à l'ouverture, pour s'établir à 2.010,64 points.

JAPON

La Bourse de Tokyo ouvre en repli dans la foulée de Wall Street

La Bourse de Tokyo a ouvert en repli mercredi 26 avril, suivant la déroute de Wall Street après le plongeon de la banque américaine First Republic, ravivant les inquiétudes du secteur financier. L'indice vedette Nikkei était en baisse de 0,55%, à 28.461,53 points dans les premiers échanges, et l'indice élargi Topix a perdu 0,75%, à 2.026,74 points.

Au Japon, «le marché a commencé à baisser à la suite des chutes des actions américaines», a déclaré Toshiyuki Kanayama, analyste chez Monex. Lundi, Wall Street a été marqué par le nouveau plongeon de la banque First Republic, qui a perdu presque la moitié de sa valeur en Bourse après la publication de ses résultats du premier trimestre. «Le consommateur s'affaiblit et est très préoccupé par les perspectives», a retenu Edward Moya, analyste d'Oanda, évoquant «un retour de la nervosité dans le secteur bancaire».

Wall Street a accusé une de ses pires séances depuis un mois : le Dow Jones a cédé 1,02%, le Nasdaq, à dominante technologique, a perdu 1,98% et le S&P 500 a lâché 1,58%.

Du côté des valeurs Softbank Group : le géant japonais des investissements dans les nouvelles technologies SoftBank Group a perdu -0,63% à 4.998 yens.

Sony : l'action Sony a baissé de 1,34% à 12.145 yens.

Du côté des devises et du pétrole Le yen restait relativement stable par rapport au dollar, qui valait 133,58 yens vers 01H00 GMT, contre 133,73 yens mardi vers 21H00 GMT.

POINTS-MARCHÉ

Net repli en Europe après Wall Street et des résultats mitigés

Les principales Bourses européennes évoluent en net repli en début de séance mercredi, dans la foulée de la baisse marquée de Wall Street la veille et d'une nouvelle salve de publications mitigées de résultats d'entreprises.

À Paris, le CAC 40 perd 1,08% à 7.449,93 points vers 08h06 GMT. À Londres, le FTSE 100 cède 0,59% et à Francfort, le Dax recule de 1,05%. L'indice EuroStoxx 50, le FTSEurofirst 300 et le Stoxx 600 reculent de 1,1%. Wall Street a terminé mardi sur un repli marqué - le plus important enregistré sur le mois d'avril - après plusieurs résultats d'entreprises décevants dont ceux d'UPS, qui ont alimenté les craintes sur la conjoncture, et ceux de la banque First Republic, qui ont ravivé les inquiétudes sur le secteur.

FRANCE

La Bourse de Paris se tend un peu plus

La Bourse de Paris reculait de 0,70% mercredi matin, des résultats et annonces d'entreprises fraîchement accueillis s'ajoutant aux craintes sur l'activité économique. L'indice vedette CAC 40 reculait de 52,23 points à 7.479,38 points vers 10H30. La veille, il avait reculé de 0,56%, ce qui constituait sa pire baisse en une séance depuis un mois.

La cote parisienne était plombée par les résultats d'entreprises, notamment ceux de Dassault Systèmes, Safran, Kering, ainsi que des annonces comme pour Teleperformance ou Rallye, la maison-mère du Casino, cotée hors de l'indice CAC 40.

De quoi venir renforcer le climat de méfiance qui a commencé à s'installer mardi.

"Le rebond des actions européennes depuis le début de l'année pousse de plus en plus de grandes institutions américaines à prendre des profits", estime John Plassard, spécialiste de l'investissement chez Mirabaud.

Mardi, les investisseurs avaient été échaudés par "des répliques du tremblement de terre dans les banques régionales" améri-

Les futures sur les indices américains signalent un rebond pour l'ouverture mercredi, notamment pour le Nasdaq, après les résultats supérieurs aux attentes des deux géants de la "tech", Alphabet et Microsoft, mais cela apporte pour l'instant peu de soutien en Europe.

Le compartiment technologique européen accuse d'ailleurs l'une des plus fortes baisses sectorielles (-2%) en raison du plongeon d'ASM International (-11%), qui a déçu sur ses prévisions pour le deuxième trimestre, et de Dassault Systèmes, qui a fait état d'un recul plus marqué que prévu de ses

ventes de logiciels au premier trimestre.

La cote en Europe est aussi animée par l'annonce du projet de rachat par Teleperformance de son concurrent Majorel pour trois milliards d'euros.

L'opération, qui sera réalisée en partie en numéraire et en partie via une augmentation de capital de Teleperformance, est mal accueillie pour le groupe français, qui chute de 12%.

À Amsterdam, Majorel bondit pour sa part de 38% pour se rapprocher du prix de l'offre à 30 euros par action.

Teleperformance, une acquisition coûteuse

Teleperformance plongeait de 12,15% à 179 euros après avoir annoncé une baisse de ses objectifs financiers ainsi que l'acquisition pour trois milliards d'euros de l'entreprise luxembourgeoise Majorel, soit une prime de près de 30% par rapport à la valorisation de la veille de l'entreprise. Cette opération se ferait en partie en cédant en partie des titres de Teleperformance. Depuis le début de l'année, le cours a chuté de 20%, la pire performance de l'indice parisien.

Rallye au stand

La maison mère de Casino, Rallye, a annoncé mardi avoir obtenu du tribunal de Commerce de Paris l'ouverture d'une procédure amiable de trois mois renouvelable pour tenter de renégocier avec ses créanciers son colossal endettement, qui atteint près de 3 milliards d'euros.

L'action chutait de 6,87% à 1,41 euros. Casino, dont la valeur en Bourse a fondu de 30% depuis le 1er janvier, re-

prenait 2,89% à 6,77 euros.

Des lourdes baisses

Dassault Systèmes chutait de 7,26% à 34,72 euros après la publication de ses résultats. La croissance des logiciels au premier trimestre est légèrement inférieure aux prévisions en raison des licences en Chine, ont notamment noté les analystes d'Oddo.

Safran reculait aussi de 2,89% à 138,02 euros et Kering de 2,10% à 572,90 euros, entraînant les autres valeurs du luxe, poids lourd de la cote parisienne. Sur l'indice élargi SBF 120, Nexan chutait de 6,50% à 75,55 euros, Valeo de 5,66% à 17,01 euros, Bic de 5,08% à 54,15 euros après leurs résultats.

Des hausses nombreuses mais limitées

A l'inverse, Orange (+1,99% à 11,66 euros), Eurofins (+1,59% à 61,40 euros), Vinci (+1,44% à 110,28 euros), Carrefour (+1,41% à 18,70 euros), Danone (+0,86% à 60,96 euros), Worldline (+2,09% à 38,99 euros) montaient tous après leurs publications trimestrielles.

AVEC UNE ACQUISITION SURPRENANTE ET UN DÉBUT D'ANNÉE DÉCEVANT

Teleperformance chute en bourse

Le spécialiste de la relation client externalisée a annoncé le projet d'acquisition de la société luxembourgeoise Majorel pour un montant de 3 milliards d'euros, avec une composante en capital. En parallèle, son chiffre d'affaires du premier trimestre s'est avéré inférieur aux attentes. Entre un début d'année moins dynamique qu'anticipé par les analystes et un projet d'acquisitions de très grande taille, Teleperformance prend le marché à contre-pied ce mercredi. Le spécialiste de la relation client externalisée a en effet annoncé mercredi matin une opération de croissance externe transformante, Teleperformance ayant décidé d'acquérir le luxembourgeois Majorel pour un montant total de 3 milliards d'euros.

Fondée en 1992 et cotée à Amsterdam, Majorel est une entreprise très similaire à Teleperformance. Elle a dégagé des revenus de 2,1 milliards d'euros, l'an passé, en croissance de 19% en données comparables.

Un groupe de près de 11 milliards d'euros de chiffres d'affaires Le rapprochement entre Teleperformance et Majorel donnerait naissance à un groupe affichant des revenus d'environ 12 milliards de dollars (un peu moins de 11 milliards d'euros) sur

la base des prévisions de 2023. Majorel doit permettre de compléter les compétences de Teleperformance dans plusieurs pays, notamment en Europe, et d'accélérer sa croissance Asie-Pacifique et en Afrique.

En outre, Teleperformance estime que la transaction dégagera des synergies chiffrées entre 100 millions et 150 millions d'euros par an, via "des mesures d'efficacité opérationnelle", des effets d'échelle ou le développement de nouveaux produits. Concernant l'offre de rachat à proprement parler, Teleperformance va lancer une OPA pour acquérir la totalité du capital de Majorel sur la base de 30 euros par titre, ce qui représente une prime de 43% par rapport au cours de clôture de mardi de Majorel.

Les actionnaires de la société luxembourgeoise auront le choix d'opter pour un paiement en cash ou en actions Teleperformance, dans la limite d'un milliard d'euros d'actions du groupe français. L'entreprise compte à ce titre émettre jusqu'à 4,61 millions d'actions pour servir cette composante en capital. Pour la partie numéraire elle aura recours à de l'emprunt bancaire.

POUR TESTER, SANS RISQUE, DES MÉDICAMENTS

Des organes humains fabriqués à partir de cellules souches

L'entreprise lilloise HCS Pharma possède une technologie unique au monde qui permet de développer des organes « in vitro » pour tester des médicaments
Un cœur reconstitué par le laboratoire lillois HCS.

Le processus du laboratoire lillois HCS Pharma permet d'étudier les molécules de cellules humaines malades, comme des tumeurs, en recréant artificiellement ces organes afin de les tester et de trouver des médicaments adaptés aux maladies. En avril 2023, le brevet d'application que possède l'entreprise est élargi vers l'Asie et les États-Unis, des territoires avancés dans les recherches et les innovations médicales. La société vient d'être sélectionnée dans le plan France Relance pour travailler sur plusieurs projets sur le cancer du foie, du pan-

créas et du poulmon. Une technologie unique au monde. HCS Pharma est une entreprise lilloise de biotechnologie axée sur le développement de la recherche « in vitro ». Ce processus permet d'étudier les molécules de cellules humaines malades, comme les tumeurs, en recréant artificiellement ces organes afin de pouvoir réaliser des tests sans risque et de trouver des médicaments adaptés aux maladies. La difficulté est d'imiter le plus précisément possible l'organe humain, à partir de cellules souches. La société possède aussi des microscopes automatisés, qui lui permettent de

réaliser des images cellulaires en couleur. Un moyen efficace pour contrôler les moindres changements dans l'étude des organes reconstitués.

Régénérer les organes malades

Dans son laboratoire lillois, une vingtaine de chercheurs, aux côtés de collègues universitaires, étudient les maladies métaboliques (liées au foie) et les maladies dégénératives (comme Parkinson ou Alzheimer). Ils travaillent notamment sur plusieurs projets centrés sur l'oncologie, plus précisément sur les cancers du foie, du pancréas et du poulmon.

OPTIQUE

Des lunettes connectées qui lisent sur les lèvres

Des chercheurs ont mis au point des lunettes connectées capables de détecter les mots articulés silencieusement. Elles pourraient être utilisées pour commander son smartphone, voire même être combinées à un synthétiseur vocal pour donner une voix aux personnes muettes. Bientôt, vos lunettes de vue pourraient vous permettre de commander votre smartphone. Des chercheurs de l'université de Cornell aux États-Unis ont intégré un système de sonar sur des lunettes connectées qui peuvent détecter les mouvements des lèvres. Baptisées EchoSpeech, elles sont extrêmement discrètes, et utilisent même une monture de lunettes du commerce. Le système est composé de deux haut-parleurs miniatures sous un œil qui émettent des ultrasons en direction de la bouche. Deux microphones, placés sous l'autre œil, enregistrent les échos. La combinaison permet d'enregistrer quatre signaux différents qui sont ensuite analysés par un système d'apprentissage profond qui déduit les mouvements de la bouche. Selon les chercheurs, avec seulement

deux sessions d'entraînement, les EchoSpeech peuvent déjà reconnaître 31 commandes.

Un système qui ne nécessite qu'un smartphone

Le choix d'un système sonore plutôt que des caméras offre plusieurs avantages. Les composants sont moins chers et plus petits, rendant les lunettes beaucoup plus discrètes et légères, et donc plus confortables à porter. L'autonomie est également meilleure. Les EchoSpeech fonctionnent une dizaine d'heures entre deux recharges, là où une solution similaire avec des caméras serait limitée à seulement 30 minutes.

De plus, les données audio sont beaucoup plus simples à traiter. Les lunettes envoient toutes les données par Bluetooth à un smartphone qui peut les traiter en temps réel. Enfin, cette solution est plus respectueuse de la vie privée qu'une caméra qui enregistre le visage. Les données sont traitées localement et les lunettes filtrent les fréquences plus basses, évitant ainsi d'enregistrer toute conversation aux alentours.

POUR LA RÉALITÉ AUGMENTÉE

Ses lunettes ultra légères projettent un écran géant

Le constructeur chinois Rokid vient de lancer une nouvelle paire de lunettes extrêmement légères pour la réalité augmentée. Baptisées Rokid Max, elles permettent d'afficher le contenu de ses appareils sur un écran géant virtuel. À mi-chemin entre les casques de réalité augmentée classiques, de type Microsoft HoloLens, et les lunettes connectées comme celles de Snapchat, voici une gamme de lunettes en pleine expansion. Elles ne permettent pas d'afficher un monde immersif complet, mais plutôt un grand écran virtuel. Le

fabricant Rokid vient de lancer une nouvelle paire de lunettes pour la réalité augmentée qui ne sont pas sans rappeler les Wireless AR Glass Discovery de Xiaomi, annoncées en février. Toutefois, à seulement 75 grammes (contre 126 grammes pour celles de Xiaomi), les Rokid Max sont bien plus légères. Les lunettes intègrent deux panneaux micro-Oled Full HD (1 920 x 1 080 pixels) avec un taux de rafraîchissement de 120 hertz. Combinées, elles projettent un affichage de 215 pouces (5,46 mètres) situé à

une distance virtuelle de six mètres. Rokid annonce un champ de vision de 50 degrés et une luminosité de 600 nits. Les lunettes sont dépourvues de stockage ou de batterie, et doivent donc être branchées en USB-C sur un autre appareil, comme un PC, une tablette, un smartphone ou une console.

Une dioptrie réglable

Elles sont conçues pour regarder du contenu sur grand écran peu importe où vous vous trouvez. Cela permet par exemple de jouer

à la console sans monopoliser la télévision, de regarder un film depuis son smartphone dans le train, ou encore de travailler sans être limité à son écran de PC. Les Rokid Max sont équipées d'un système de suivi (avec trois degrés de liberté), qui est toutefois uniquement compatible avec certains appareils mobiles Android et pas encore disponible sur PC. Les lunettes intègrent un réglage dioptrique de 0,00 à -6,00, ce qui permet aux personnes atteintes de myopie de s'en servir sans avoir besoin de lentilles de contact.

LA FOLLE ASCENSION DE FLORENTAISE

L'entreprise familiale qui a fait du terreau de l'or noir

Avec l'arrivée des beaux jours, les sachets de graines et accessoires de jardinage commencent à faire leur retour dans les rayons des grandes surfaces et magasins spécialisés. Mais le printemps marque cette année une date très importante pour le leader du terreau en France, à qui l'on doit la vente, sous différentes marques, de près d'un sac sur cinq auprès du grand public. Ce mercredi, l'entreprise Florentaise vient en effet d'annoncer son introduction sur la Bourse de Paris. La discrète entreprise familiale lancée il y a 50 ans, dont le siège social est installé à Saint-Mars-du-Désert près de Nantes, n'en finit plus de pousser. Avec une croissance fulgurante depuis quelques années, elle a réalisé 57,5 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2022 et vise le double d'ici à cinq ans. « Nous voulons désormais devenir la référence mondiale des terreaux bas carbone », annonce le PDG Jean-Pascal Chupin, 61 ans. Et pourquoi pas, même, le leader. « Quand on plonge la main dans l'une des 600 références de terreau, un indispensable pour se lancer dans un potager ou le fleurissement de son balcon, la matière est plus légère et moins sombre qu'attendu. Une caractéristique des produits Florentaise (245 salariés) qui a fait du « terreau sans tourbe » son cheval de bataille, au nom de la réduction de l'impact carbone. « La tourbe, c'est 60 % de la composition du terreau dans le monde. Mais les tourbières, ces zones humides qui détiennent la moitié de la biodiversité, n'occupent que 3 % de la surface du globe », explique Jean-Pascal Chupin. Ces importants réservoirs de carbone sont aujourd'hui fortement détériorés par cette extraction. »

REEL ET VERTUEL

La réalité augmentée et ses applications

Avec la réalité augmentée, le monde réel et le monde virtuel s'entremêlent. Ces données viennent compléter les informations que l'Homme perçoit habituellement de son environnement. Tour d'horizon des différentes possibilités. Le monde de la réalité augmentée est en pleine ébullition. Les projets et innovations se multiplient et deviennent stratégiques pour les fabricants. Les plus grandes entreprises high-tech se sont même emparées du phénomène. L'objectif : faire entrer le monde virtuel dans notre quotidien à l'aide d'objets connectés tels que les Google Glass par exemple.

Dans le film Terminator II, le cyborg T1000 venu du futur et interprété par Arnold Schwarzenegger voyait des informations se superposer au monde réel qui l'entourait. Le réalisateur James Cameron donnait ainsi un avant-gout d'une application devenue aujourd'hui réalité dans de nombreux secteurs. Certains projets ont fait figure de pionniers en matière de réalité augmentée. C'est le cas, par exemple, des lentilles de Babak Parviz, qui a ensuite dirigé le développement du projet Google Glass.

La réalité augmentée : des finalités professionnelles

La réalité augmentée superpose une image sur la vision qu'a l'utilisateur de son environnement. Le monde professionnel sollicite cette technologie dans de nombreux domaines comme ceux de l'industrie, de la médecine, du loisir... La réalité augmentée permet l'accès à des données adaptées à la situation par des moyens d'interaction simples et intuitifs. On notera aussi qu'en plus de la vue, cette technologie peut s'appliquer à d'autres sens comme l'ouïe et le toucher.

CONSTRUCTION

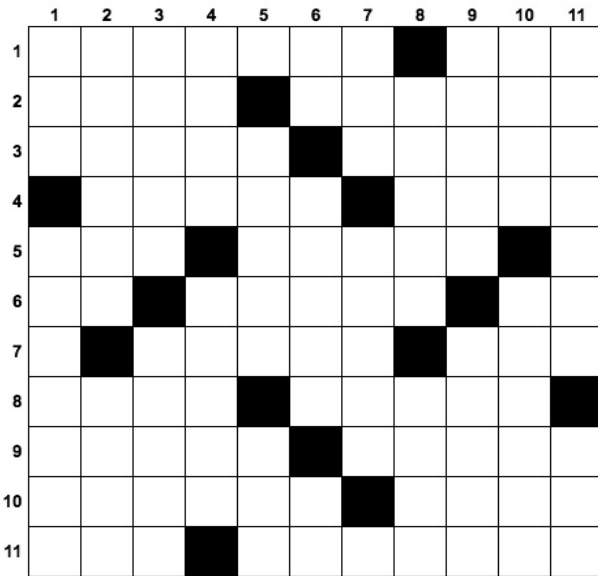
Le premier hôtel imprimé en 3D va ouvrir au Texas

L'impression 3D serait-elle une des réponses pour verdier le secteur de la construction et réduire son impact environnemental ? En voici un exemple avec l'hôtel El Cosmico rénové avec la technologie d'impression en 3D qui a permis de respecter les contraintes écoénergétiques, et de réduire le coût financier de cet ensemble architectural hors norme. Un célèbre cabinet d'architectes, partenaire de la Nasa pour concevoir des abris prévus sur la Lune et Mars, tra-

vaille sur la construction du tout premier hôtel imprimé en trois dimensions. On vous explique pourquoi il s'agit d'un projet d'avenir. Une piscine à débordement, un spa avec hammam, des hébergements comptant deux à quatre chambres, une terrasse pour se relaxer... Cela pourrait être un hôtel comme les autres, à la différence près que son architecture a été conçue grâce à une technologie d'impression en trois dimensions. Direction le Texas, aux États-Unis, pour découvrir ce projet hors

norme. Dans le désert de Marfa balayé par les vents, le célèbre cabinet d'architectes Icon, qui travaille aux côtés de la Nasa pour développer des abris imprimés en 3D prévus pour être installés sur la Lune et Mars, s'est occupé de rénover un petit hôtel, baptisé El Cosmico, pour le transformer en un établissement pleinement ancré dans son environnement désertique. Habitations aux formes arrondies, arches et formes paraboliques, les bâtiments couleur ocre du nouvel hôtel doivent

donner l'impression qu'ils sont directement sortis de cette terre aride. C'est précisément l'une des raisons pour laquelle on fait appel à l'impression en trois dimensions. « Le nouvel hôtel et les maisons présentent des courbes et des dômes organiques, un langage architectural primordial qui ne peut être réalisé que par impression 3D. La technologie d'Icon excelle dans la création de formes douces et de surfaces courbes, permettant de donner vie à cette vision du design », explique le cabinet d'architecture.

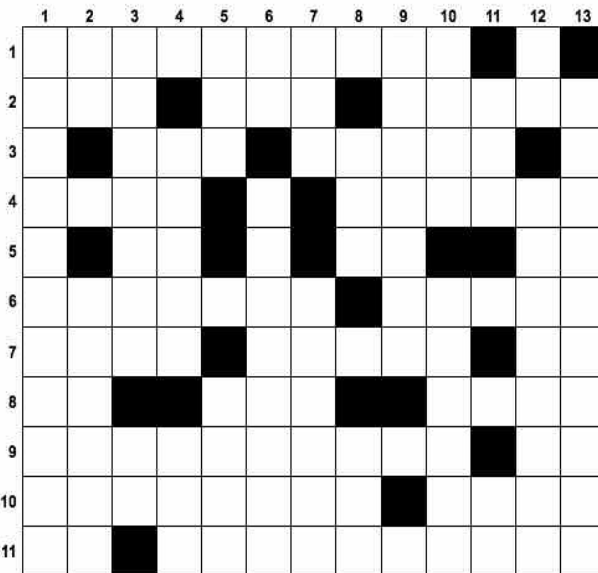


Horizontalement

1 Mener droit à la jambe de bois!- Rempli de noeuds ou de malices.2 Tous les arrêts réunis !- Alcoolisera son chagrin.3 Appellation d'origine contrôlée.- Se servir du 9v-2.
4 Hurle parfois.- Met à mal la virgule.5 Une offre qui impose l'échange.- Annoncent une dissolution, voire une destruction!6 Le D de Guido.- Ils ont des corps de cochon.- Par la bouche, brièvement!7 Cour de la Casbah.- Niveau de jauge du sannyasin!8 Le fils d'Anatole.- Élément du quartier des mineurs.9 Assurer un bon rapprochement.- Me prends pour Cézanne.10 Signal de départ.- Fait le tour de la chambre.11 Flotte au-dessus de la crème.- Réduire le candi.

Verticalement

1 Trois cardinaux pour un Dieu.- Fort clair en effet!2 En pince pour des vaisseaux.-
A doublé un acteur.3 Impressionnante pour Perdita.- Indispensable à l'autostoppeur.
4 A carrément mit de côté!- Représentatif d'un grand nombre!5 Juge, éclaire, ou ne brille pas.- Un subjonctif marrant.6 N'est pas supérieure aux instituteurs.- Séquence de film.- Pattes de coing.7 Manche avec un mort.- Primeur de canard.8 Airs marins.- Son abîme est plombé!9 Palindrome de genres.- Allonge au bout.10 Palmier à la noix.- Comme la feuille du précédent.11 Danseur canadien.- Ce n'est pas forcément acide.

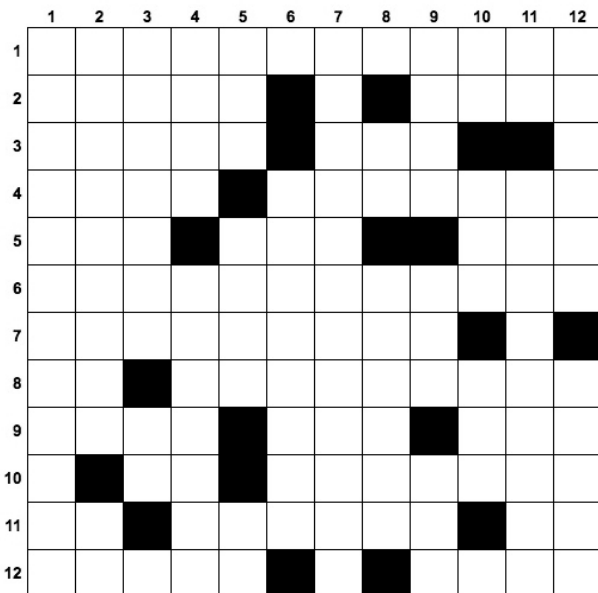


Horizontalement

1 [Le cuir est son domaine].2 En avant !- Piécette.- Entoure la grande ville.
3 Fut apte.- Qui s'y frotte s'y pique.4 Vallées inondées.- Peau de l'arbre.
5 Roulement de tambour.- Adverbe de lieu.- Petit cours.6 Utilisateurs.- Vagabonder.
7 Cime.- Prénom de Manaudou.- 3ème note.8 Dans le coup.- Larcin.- Existences.
9 [Décorateur de vitrines].- Hors de portée.10 S'amusera.- Finauderie.11 Pronom réfléchi.- [Ils ne font plus un tabac].

Verticalement

1 [Ils nous sortent leurs tripes].2 Alternative.- Humée.
3 Retapât.- Argent du labo.4 Emploi.- Shoot aérien.5 Ancienne armée.- Coûté.
6 Drame japonais.- [Sa règle d'or est d'être réglé].7 Dêvêtue.- Maculera.
8 Hareng en caque.- Arbre d'Inde.9 [Petit commerçant alimentaire].
10 Ville du Nevada.- Dos.11 Transport parisien.- Do.
12 Expression de joie.- Laitieuse.
13 [Ils nous font part de leurs pensées].



Horizontalement

1 Amoureuse d'un Abbé.2 Se laisse abraser au risque de passer pour une bille.- La belle Emilienne.3 Il n'a qu'à s'écraser pour éviter les liaisons dangereuses.- Sans voix.4 Faisait preuve de verve quand il avait le barreau.- A la limite, il peut nous tenir à l'oeil, pas plus!5 Anti-occident.- Pour mettre du chœur à l'ouvrage.- Son roman chante la Normandie.6 Croisière à quai pour le bonheur des dames.7 Faisons la barbe.8 Patron pour un jour.- Pas urbaines mais pas forcément rurales.9 Saint de la joie.- Lumières de la ville.- Donc voulut?10 Après guerre, avant paix.- Puante, pourtant personne ne peut la sentir.11 Divinité rayonnante.- Aspirateur à eau.- Article d'importation.12 Il met le fa tout près du sol.- Inspirateur du peuple.

Verticalement

1 Viennoise qui est devenue une célèbre femme d'affaire.2 Bien faisante.- Se hâte lentement.3 Savoir d'où elle vient, c'est pour elle une question de bon sens.- Presqu'île.4 Enlevées.- Guère ceintes.5 Un peu trop basse.- Bleue à Broadway ?- Cet article est made in France.6 Pas forcément courageux.7 Tour du savoir.8 Agrément du Sud.- Signifiant insignifiant.9 Chasseur d'espions.- Ne tirez pas sur lui.- Si ce n'est lui, c'est donc sa soeur.10 Premier cours de France.- Sommet corse.- Objet olfactif du tout petit.11 Pour Porthos et pour tous.- Ont foison de toison.12 Finit généralement avec des ardoises!- Sans bouger, elle fait pourtant de sacrées bornes !

POUR LA PRODUCTION DE CELLULES DE BATTERIES POUR VÉHICULES ÉLECTRIQUES AUX ÉTATS-UNIS Hyundai Motor Group et SK On créent une joint venture

Hyundai Motor Group (le Groupe) a annoncé aujourd'hui son intention de créer une joint venture de production de cellules de batteries pour véhicules électriques (EV) aux États-Unis avec son partenaire SK On.

Les filiales du groupe, Hyundai Motor Company, Kia Corporation et Hyundai Mobis, ont chacune approuvé le plan lors de leurs réunions respectives du conseil d'administration aujourd'hui. En novembre 2022, le groupe a signé un protocole d'accord avec SK On afin de garantir l'approvisionnement de l'Amérique du Nord en batteries pour véhicules électriques. Le montant total de l'investissement dans la joint venture devrait s'élever à environ 5 milliards d'USD, le groupe et SK On détenant chacun une participation de 50 %. Dans le cadre de cette co-entreprise, les deux parties prévoient d'établir une usine de cellules de batteries pour véhicules électriques dans le comté de Bartow, en Géorgie, à proximité des sites de production américains du groupe, notamment Hyundai Motor Manufacturing Alabama, Kia Georgia et Hyundai Motor Group Metaplant



America. La nouvelle usine devrait commencer à produire des cellules de batterie au second semestre 2025 avec une capacité de production annuelle de 35 GWh, ce qui est suffisant pour soutenir la production de 300 000 VE. Hyundai Mobis assemblera des packs de batteries en utilisant les cellules

de l'usine, puis les fournira aux usines américaines du groupe pour la production des modèles EV de Hyundai, Kia et Genesis. La joint venture accélère encore les efforts d'électrification du groupe et renforce sa position de leader des VE sur le marché américain grâce à un approvisionnement stable en

batteries pour soutenir la production de modèles de VE hautement compétitifs. SK On est un partenaire stratégique du groupe et les deux entreprises ont travaillé ensemble à la production de modèles de VE de renommée mondiale, tels que Hyundai IONIQ 5, Kia EV6 et Genesis GV60.

Kia réalise le meilleur premier trimestre de son histoire en Europe

Selon les nouveaux chiffres publiés par l'Association Européenne des Constructeurs Automobiles (ACEA*), Kia a réalisé le meilleur premier trimestre de son histoire – avec 148 571 véhicules immatriculés, soit une augmentation de 2,23% par rapport à la même période de 2022, et une nette progression par rapport aux 113 812 unités écoulées au premier trimestre 2021. Pour le seul mois de mars, les ventes de Kia se sont établies à 63 053 unités, un chiffre en hausse de 6,9% par rapport à mars 2022. Cette croissance des ventes permet à Kia de maintenir sa part de marché à un niveau élevé en Europe (4,6%).

Le modèle Kia qui s'est le plus vendu au premier trimestre dans l'UE, l'AELE et au Royaume-Uni est le Kia Sportage (toutes motorisations, y compris versions hybride et hybride rechargeable) avec 41 275 unités, témoignant ainsi d'une demande de plus en plus forte en faveur des véhicules électrifiés de la marque. Il est suivi des modèles de la gamme Ceed (déclinaisons hybride légère et hybride rechargeable comprises) avec 35 207 unités et du Kia Niro (électrique, hybride et hybride rechargeable), avec 19 115 unités. Il est important de souligner que les modèles électriques, hybrides et hybrides rechargeables de la marque ont représenté à eux seuls 35% des ventes totales de Kia en Europe, attestant ainsi de sa transformation en un fournisseur de solutions de mobilité durables. Les ventes de VE ont été portées par le multi-primé EV6 et vont continuer d'augmenter avec le lancement du très attendu EV9 d'ici à la fin de l'année.

SKODA ENYAQ IV COUPÉ RS VS FORD MUSTANG MACH-E AWD EXTENDED RANGE :

Croisements de genres

De toutes les marques du groupe Volkswagen, Skoda était jusqu'à présent la plus sage. À son catalogue, on trouvait de sages berlines, des breaks pratiques et des SUV familiaux. Mais la marque tchèque a décidé de s'encaillier avec son premier SUV coupé, l'Enyaq iV Coupé. Comme le laisse deviner son nom, cet inédit modèle est 100 % électrique. Mais apporte-t-il le grain de folie qui manquait jusqu'alors à Skoda ? Pour le savoir, nous avons opposé sa version sportive RS à l'exotique et caractéristique Ford Mustang Mach-e. Si l'image de Skoda a, en l'espace de quelques années, fortement gagné en éclat, dans certains pays, dont le nôtre, la marque tchèque rime encore avec voiture datée et de qualité médiocre. Pourtant, la gamme actuelle est tout à fait la page et digne de concurrencer les autres généralistes du marché. Au fil des ans, le constructeur complète

son offre de versions plus pétilantes et/ou sophistiquées. Tout a débuté avec les RS, des versions plus dynamiques que réellement sportives mais dont le succès est grandissant. Plus récemment, les Octavia et Superb se sont dotées de mécaniques hybrides rechargeables avant que, en 2020, ne soit présenté l'Enyaq iV, le premier modèle 100 % électrique badgé Skoda. Avec son profil de SUV classique, ce dernier manquait toutefois d'un grain de folie. À l'image de ce que font les cousins Audi et Volkswagen avec les duos Q4 e-tron/Q4 e-tron Sportback et ID.4/ID.5, l'Enyaq ajoute aujourd'hui à son catalogue une variante coupé. Si les portes arrière sont toujours de la partie, la poupe, en revanche, adopte un dessin plus fluide. Avec de telles lignes, ce SUV ne pouvait faire l'impasse sur une version RS. Celle-ci n'embarque rien de moins que 2 moteurs,



ce qui lui permet de porter la puissance cumulée à 299 ch et le couple à 460 Nm. Chacun d'entre eux étant disposé sur un essieu différent, l'Enyaq iV Coupé RS est à 4 roues motrices. Pour lui permettre d'enchaîner les kilomètres, mais pas les arrêts recharge, la batterie affiche une capacité nette de 77 kWh. Selon le cycle WLTP, c'est suffisant pour parcourir, en usage mixte et selon les options choisies, de 502 à 522 km. La face avant est identique à celle de l'Enyaq iV "normal". La calandre éclairée Crystal

Face est livrée de série sur le RS. La face avant est identique à celle de l'Enyaq iV "normal". La calandre éclairée Crystal Face est livrée de série sur le RS. La calandre hexagonale est indissociable de la Mustang, tout comme le cheval sauvage qui y prend place. Si Ford avait déjà, en 2013, tenté une première incursion avec la confidentielle, et peu réussie, Focus Electric, le Mustang Mach-e est son premier modèle zéro émission destiné à une large diffusion. Malgré cette appellation,

nous avons bien ici à faire à un SUV. Comme le Skoda, les designers l'ont doté d'un hayon fuyant, ce qui lui donne un look sportif. Conçue par la maison mère et vouée à une carrière mondiale, la plus "propre" et la plus familiale des Mustang ne craint pas, comme il se doit pour une voiture américaine digne de ce nom, de jouer la carte de la démesure en matière de puissance. Ainsi, sa version GT affiche 487 ch. Toutefois, pour affronter l'Enyaq Coupé RS, nous nous sommes tournés vers la variante AWD Extended Range. La cavalerie de cette version, qui fait également appel à deux blocs, s'établit tout de même à 351 ch et la transmission intégrale est également de la partie. Bien que la batterie du Ford soit, avec 99 kWh, plus conséquente que celle du Skoda, l'autonomie annoncée, 550 km, n'est guère supérieure, ce qui laisse augurer d'un moins bon rendement.

د

L'ANP neutralise 20 narcotrafiquants

Le dernier bilan des opérations menées par des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire exécuté, durant la période allant du 19 au 25 avril, fait état de la saisie de 4 quintaux de drogues provenant des frontières avec le Maroc, ainsi que 5246 comprimés de psychotropes.

Selon le communiqué du ministère de la Défense nationale, ces opérations ont permis, en coordination avec les différents services de sécurité, l'arrestation de 20 narcotrafiquants à travers les différentes Régions militaires. Des opérations s'inscrivant dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic en Algérie, précise la même source.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

Jeudi 27 Avril 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

ALGÉRIE-MALI

Le ministre des AE reçu par le président du CNT

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf a été reçu, mercredi, par le président du Conseil national malien de transition (CNT), le colonel Malick Diaw, et ce dans le cadre de la visite de travail qu'il effectue à Bamako, en sa qualité d'envoyé spécial du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué un communiqué du ministère.

Selon la même source, les entretiens qui se sont déroulés en présence de députés maliens membres du CNT, ont porté sur les relations bilatérales et les perspectives de leur renforcement, notamment dans le domaine parlementaire, à travers l'installation du groupe d'amitié parlementaire et l'intensification des échanges et des visites entre les deux institutions législatives à différents niveaux, "en vue de contribuer, en tant que levier important dans la prospection et la concrétisation des perspectives prometteuses pour les relations algéro-maliennes".

Les deux parties ont également abordé "le rôle du CNT dans la concrétisation des échéances nationales maliennes en lien avec la gestion de la phase de transition actuelle, outre les développements relatifs à la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation au Mali issu du Processus d'Alger, la situation qui prévaut au plan régional, ainsi que le rôle du Comité d'Etat-major opérationnel conjoint (CEMOC) dans la lutte contre les menaces liées à la propagation des deux fléaux du terrorisme et du crime organisé dans la région", conclut le communiqué.

البقا لله

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

يَا أَيُّهَا النَّاسُ الْمُطْمَئِنُّوا رَجِعِي إِلَى رَبِّكِ رَاضِيَةً مَرْضِيَّةً
فَادْخُلِي فِي عِبَادِي وَادْخُلِي جَنَّاتِي
صَوِّدَ اللَّهُ الْعَظِيمِ

Condoléances :

Le professeur M.C BELMIHOUB, Ancien ministre chargé de la Prospective, a appris avec une grande peine le décès de

M. A. HAMDANI, Ancien ministre de l'Agriculture et de développement rural. Il présente ses sincères condoléances à la famille du défunt et prie Dieu le tout puissant de l'accueillir dans dans son vaste paradis. J'ai connu M. Hamdani dans le cadre de nos missions dans le gouvernement ; j'ai pu apprécier ses qualités professionnelles, son engagement sans limite dans la réussite de nos actions communes et son dévouement pour servir notre Nation.



إِنَّا لِلَّهِ وَإِنَّا إِلَيْهِ رَاجِعُونَ

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

Dans ma carrière d'universitaire et de consultant dans le monde économique, j'ai eu l'occasion de donner des conférences mais aussi d'assister à d'autres et surtout d'intervenir dans les entreprises et les organisations publiques et privées.

Souvent on entend dire que l'Algérie, parmi ses nombreux atouts pour faire du développement, une ressource humaine abondante et de qualité. C'est certainement vrai, et on ne peut pas opposer à ce discours un avis contraire, vu le taux de scolarisation au cycle fondamental (proche de 100%), le nombre de candidats au baccalauréat (plus de 700 000 élèves chaque année, à peu près le même nombre qu'en France pour une population une fois et demi plus grande, des cohortes d'étudiants de plus en plus nombreuses, 300.000 sortants en moyenne chaque année sur un effectif de 1.7 millions d'étudiants). Ceci du côté de l'offre, comme disent les économistes. Du côté de la demande, les avis des employeurs nationaux ou étrangers et hors caméras, le discours change complètement ; le déficit en qualifications et en compétences est énorme et l'entreprise ou l'organisme, sont contraints de « requalifier » les nouvelles recrues. On va me dire que ceci est tout à fait normal et c'est une pratique courante même dans les pays

Le capital humain en Algérie, parlons-en

dotés des meilleurs systèmes éducatifs, soit. L'employeur doit former aux postes de travail, doit offrir des programmes de mise à niveau sur une technologie, doit assurer la formation continue pour la réalisation d'un projet, d'un programme, d'une innovation ou tout simplement pour une mise à jour des connaissances pratiques et des savoirs techniques ou technologiques. Le problème est ailleurs. La nouvelle recrue diplômée est complètement désarmée même pour une tâche secondaire. Elle a au mieux mémorisé quelques « théories », règles, formules, et qui ne lui servent pas, parce que désincarnées et on a jamais appris aux étudiants de mettre tous ces outils dans une conception, une ingénierie, un projet, un modèle de décision ou de résolution de problèmes. La différence entre un ingénieur et un diplômé dans un champ disciplinaire scientifique (chimie, physique, biologie, géologie...) est justement, que le premier est formé pour combiner des savoirs et des connaissances pratiques pour concevoir, modéliser, finalisé dans une perspective de conduire un projet, résoudre un problème... faire de l'ingénierie. Cette différence n'existe plus dans nos programmes de formation à quelques nuances près, dans des écoles supérieures anciennes. Les stages sont réduits à des visites, les mémoires et PFE sont réduits à une description ou un copié collé de travaux datant de plusieurs décennies. Ceci dans les do-

maines des sciences et des technologies où il existe encore des îlots de compétences et où on peut tirer quelques pépites dans certaines disciplines, qui sont d'ailleurs aspirées par le départ à l'étranger à la sortie de la formation. La situation est encore préoccupante dans les sciences sociales et humaines. Ici on ne trouve même pas une quelconque utilité au produit de la formation dans ces disciplines. A la faible rigueur scientifique et méthodologique dans ces disciplines s'ajoute l'expression imprécise d'une demande de profils ou de qualifications appropriées (excepté quelques profils techniques). On ne sait pas à quoi servirait un diplômé en sciences humaines et sociales : un économiste, un sociologue, un politiste... Non pas que ces savoirs ne sont pas utiles à l'entreprise, au contraire, leurs apports sont décisives et même critiques. Mais les connaissances acquises et les savoirs enseignés sont très sommaires et disparates qu'il est impossible d'en faire un profil de compétences pratiques utile pour l'organisation. Pour preuve, dans les entreprises on utilise ces profils généraux de manière indifférenciée entre les disciplines. En sciences sociales et humaines, on apprend une culture générale de la discipline et quelques techniques formelles sans validations empiriques. La responsabilité de cette situation n'incombe pas seulement au système de formation supérieure (offre), elle

est aussi du côté des employeurs où l'organisation du travail, la définition des tâches, la faible introduction de la technologie dans les process de production et de gestion, l'absence de projet d'innovation et surtout le manque de vision à long terme sur la compétitivité, l'internationalisation, la sophistication des outils (IA par ex.). La demande n'est pas exigeante, l'offre suivra. Une réflexion sérieuse sur l'enseignement et la formation supérieure s'impose aujourd'hui. L'expérience du système LMD mérite un bilan objectif, sans concessions, et sans parti pris qui a piloté, comment ça été fait et pourquoi c'est ainsi ? On se retrouve avec une spécialisation pointue dès la licence, alors que la formation fondamentale dans un domaine est très importante pour la polyvalence et la mobilité professionnelle. La formation de techniciens dans un domaine précis ou à la maîtrise de techniques doit revenir au système de la formation professionnelle. Aujourd'hui, les modèles les plus pertinents sont ceux qui forment à la multi et interdisciplinarité tellement les objets à analyser et à traiter sont complexes, multifformes et interdépendants les uns des autres. La spécialisation interviendra en Master. Alors il faut écouter les deux sons de cloche, celui de l'offre et celui de la demande pour tirer des conclusions objectives. De grâce ne politisons pas l'enseignement et formation, l'avenir de la Nation se construit dans ces domaines.